

Charte forestière de territoire du Haut Chablais

Maîtrise d'ouvrage :

SIVOM du Haut Chablais

Chef lieu

74200 Reyvroz

Assistance technique :

COFALP et ONF

74200 Thonon les Bains

Nous remercions

Tous les partenaires :

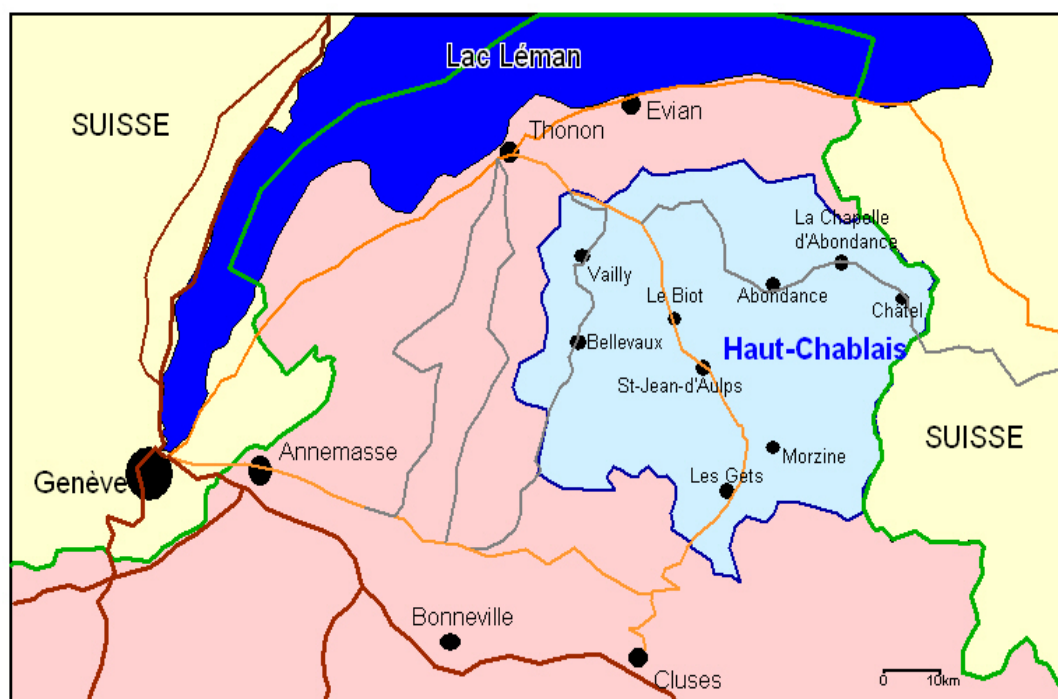
Direction Départementale de l'Agriculture et de la forêt,
Coopérative forestière des Alpes,
Office National de la Forêt,
Union régionale des communes forestières Rhône Alpes,
....

Tous les techniciens et participants qui ont enrichi notre travail,

Ainsi que toutes celles et ceux que nous oublions,

Et tout particulièrement

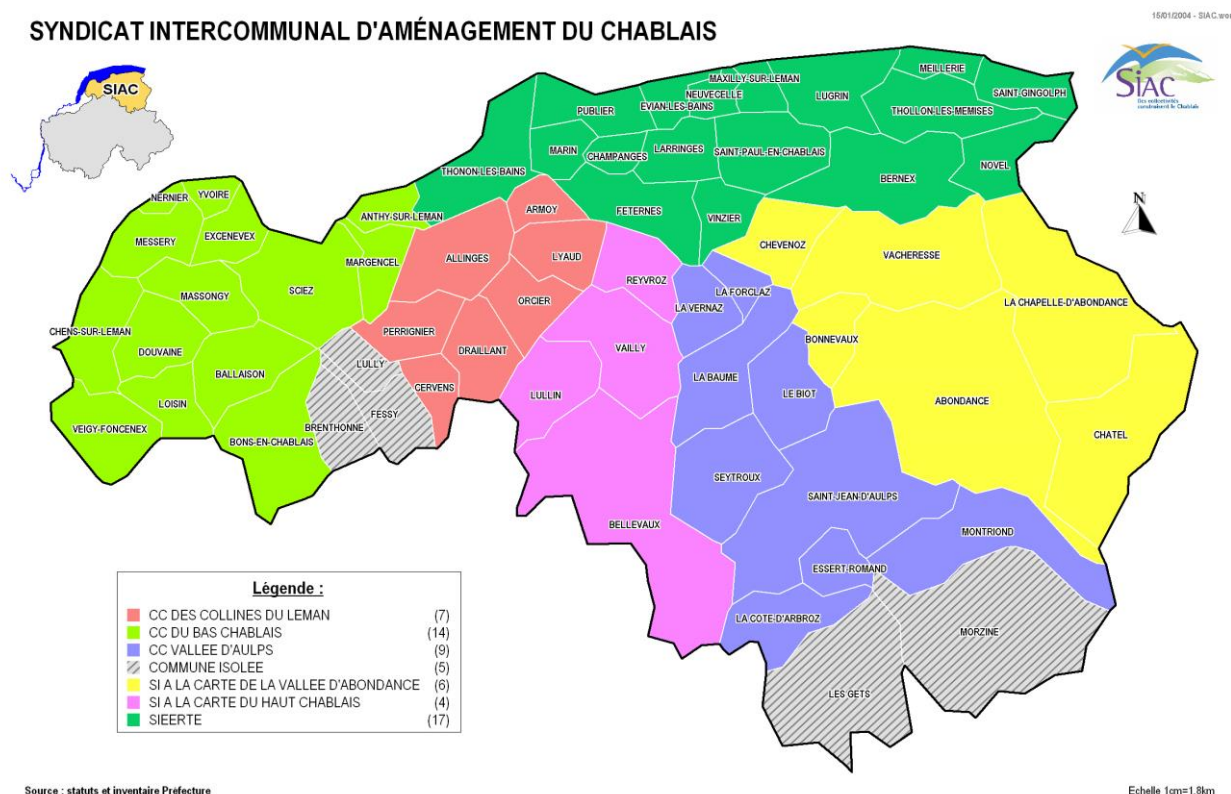
La Chambre d'agriculture de Haute Savoie et ses techniciens, qui ont, par leur travail d'anticipation, amorcé cette réflexion d' « aménagement du territoire à 20 ans » au travers des travaux engagés depuis 2002 pour le Site Pilote d'Agriculture Durable du Haut Chablais.



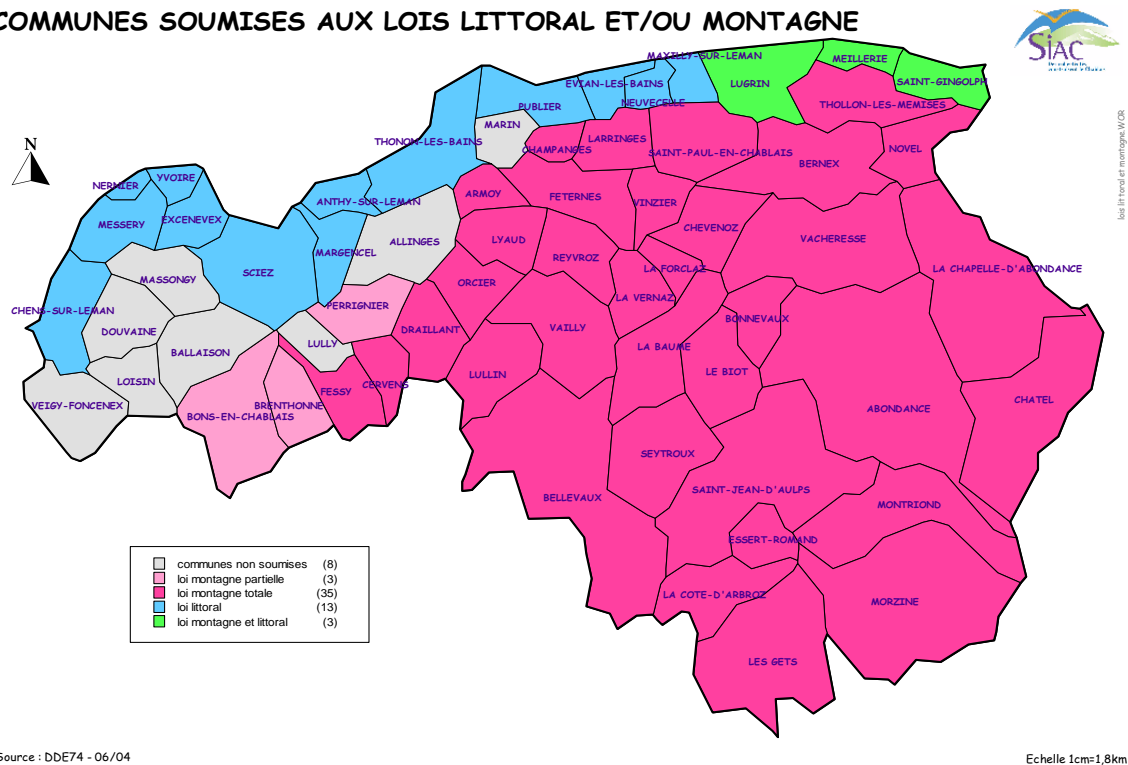
PRESENTATION - INTRODUCTION

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMÉNAGEMENT DU CHABLAIS

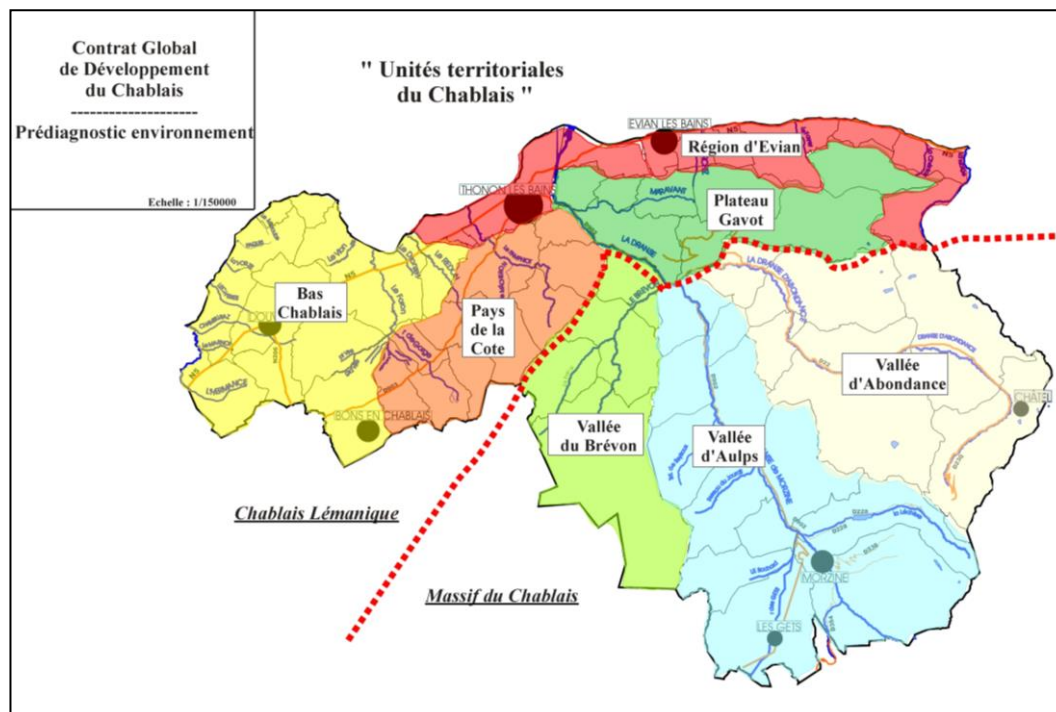
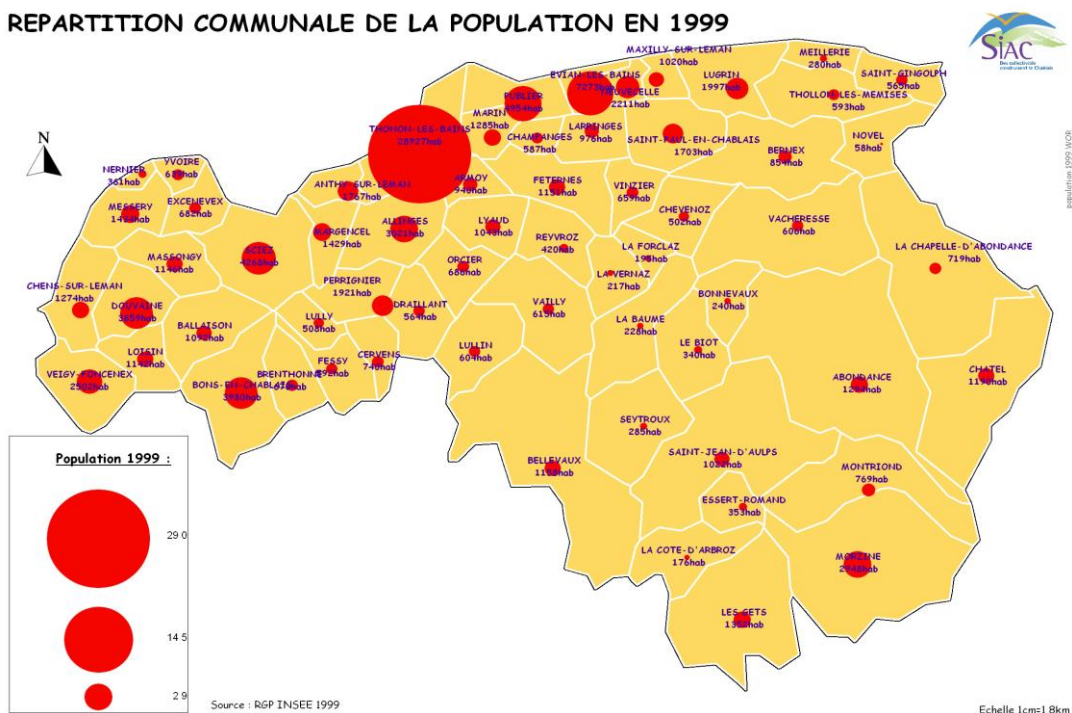


COMMUNES SOUMISES AUX LOIS LITTORAL ET/OU MONTAGNE

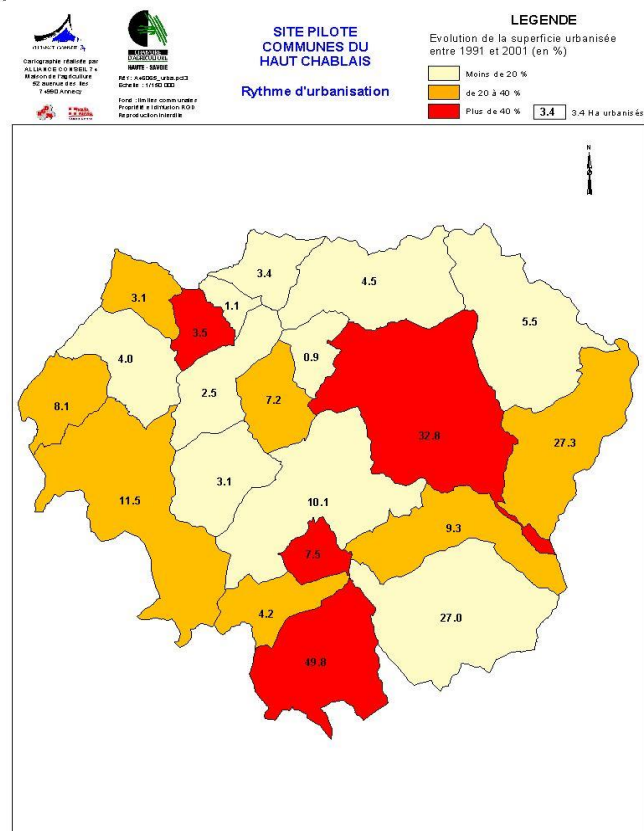
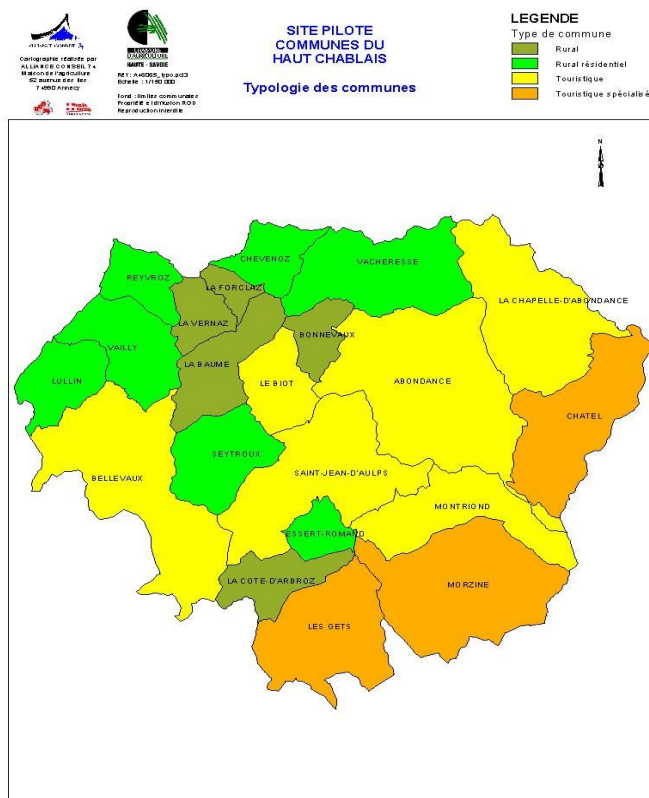


CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

REPARTITION COMMUNALE DE LA POPULATION EN 1999



CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS



CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

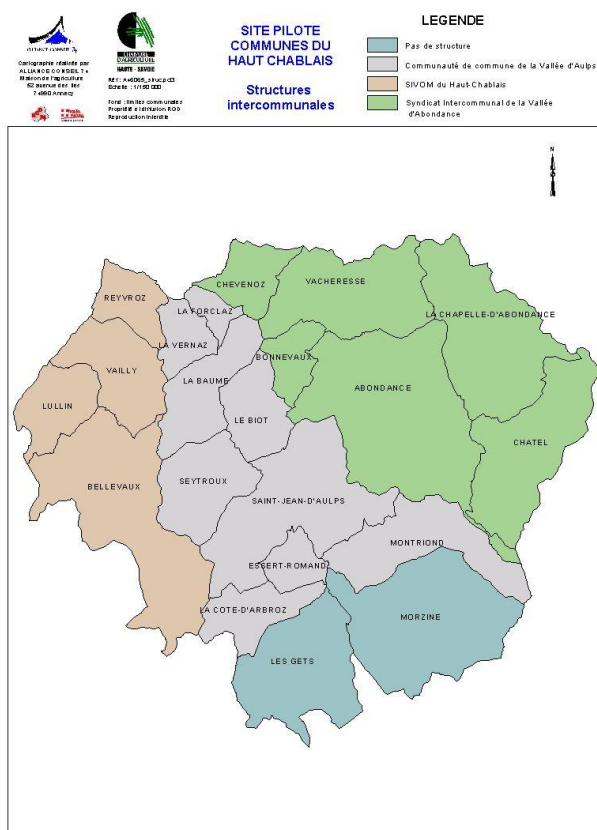
Le périmètre du Haut Chablais (21 communes - 48000ha), périmètre où l'accélération démographique et les évolutions sociétales et économiques déplacent les traditions et notions relatives au sol et à la forêt, s'est engagé dans une réflexion - prise de conscience permettant d'affirmer :

Que ce ne sont pas seulement les activités humaines qui portent atteintes au patrimoine naturel, mais que ce sont les déséquilibres de gestion des espaces qui deviennent préjudiciables à l'économie touristique phare.

La démarche Charte forestière de territoire initiée par les élus des Collectivités locales, en partenariat avec l'ONF et la Cofalp, en décembre 2002, dans le prolongement - complément de la démarche expérimentale « Site pilote d'agriculture durable » engagée en 2001 en partenariat avec la Chambre d'agriculture de Haute Savoie et le SUACI - Gis des Alpes du nord, permet sur la base d'un diagnostic conduit dans la pluridisciplinarité, d'identifier les enjeux majeurs pour l'avenir, tout en permettant de répondre aux enjeux de l'immédiat.

Avec la volonté d'ouvrir des pistes de réponses pour les enjeux de demain, cette Charte :

- complète les travaux entrepris dans le cadre du Syndicat intercommunal d'aménagement du Chablais (62 communes), porteur entre autre de l'élaboration du Scot et de CDRA Chablais,
- vise à une meilleure compréhension du territoire quant au devenir de ses espaces,
- apporte des éléments d'information et des moyens de réponses sur les débats qui se sont engagés autour de la forêt.



PLAN

LE TERRITOIRE DU HAUT CHABLAIS

- PRESENTATION GEOGRAPHIQUE ET SOCIO ECONOMIQUE
- LES APPROCHES TERRITORIALES : SIAC (SCOT-CODRA- Schéma transport)
- SPAD - CFT - Leader +

LE CONTEXTE FORESTIER

- LE DIAGNOSTIC INITIAL
- LA METHODOLOGIE DE TRAVAIL

L'ANALYSE COMPLEMENTAIRE

- LES ENJEUX ET PHASES DE RESTITUTION - DECISION
- LES BASES DOCUMENTAIRES DE TRAVAIL
- LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET LA PROGRAMMATION
PLURIANNUELLE

PLAN D'ACTION DE LA CHARTE DU HAUT CHABLAIS

- LE PROGRAMME CADRE
- LE CATALOGUE DE FICHES ACTIONS

**LE TERRITOIRE
DU HAUT CHABLAIS**

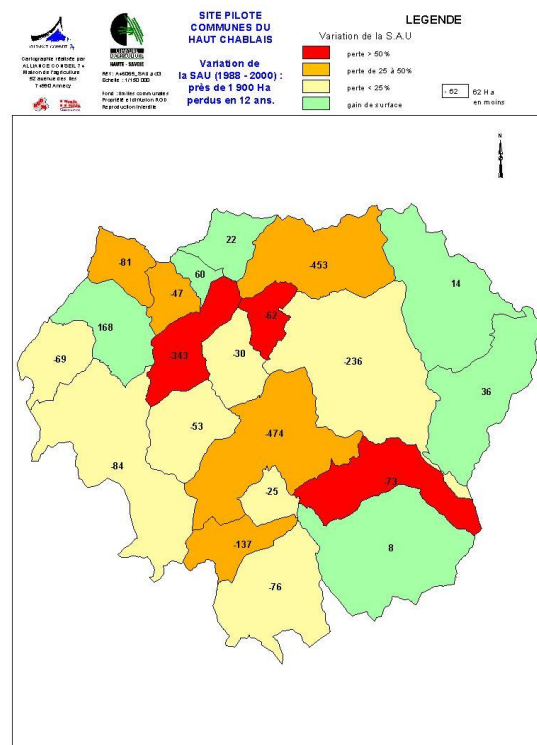
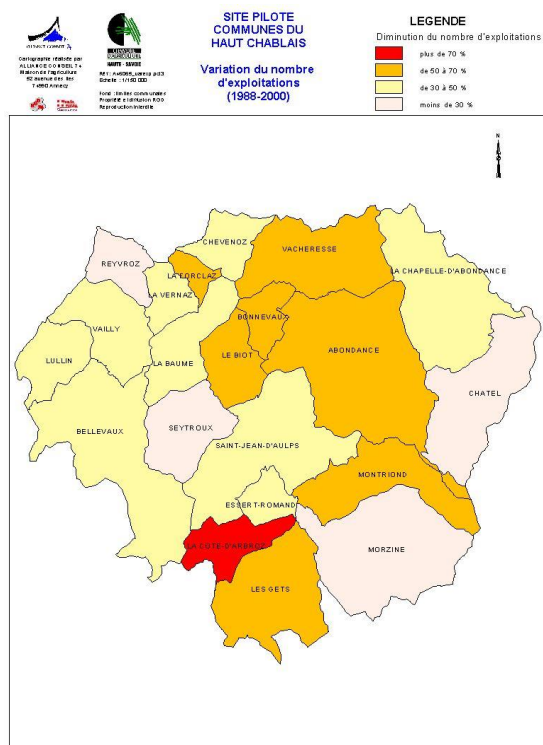
CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

Le périmètre de 48000 ha qui est déjà porteur d'une réflexion sur le devenir de l'agriculture (Site pilote d'agriculture durable - démarche intégrée au CDRA du Chablais), démarche qui pose la question majeure du devenir du foncier, est un périmètre dans lequel l'évolution des modes de vie et des comportements est en profondes transformations culturelles, et où des ruptures importantes ont été créées dans les traditions agricoles et sylvicoles au profit d'une économie touristique d'hiver forte basée sur l'image d'un territoire de « santé ».

Cette nouvelle donne économique a créé une accélération des modes de vie et un changement profond dans l'approche des cultures, traditions et économies locales.

Le passage accéléré du secteur primaire « fonction agricole et forestière » au secteur tertiaire « fonction de loisir de la montagne », a quelque peu fait oublier que notre monde était également dans une évolution du secteur secondaire « fonction marchande et de production ».

Les évolutions de ce Territoire au cours de son histoire récente sont présentées dans les démarches d'élaboration du SCOT du Chablais et dans les différentes études réalisées pour la mise en œuvre du Site pilote d'agriculture durable du Haut Chablais.



PRESENTATION GEOGRAPHIQUE ET SOCIO ECONOMIQUE

EVOLUTION DES MODES DE PRODUCTION AGRICOLES ET FORESTIERS

L'agriculture et la sylviculture s'étant ouvertes à l'ouverture des marchés et à l'évolution technologique, les pratiques se sont professionnalisées mais conjointement l'occupation du sol s'est modifiée et les patrimoines naturels et paysagers se sont transformés.

Les structures de production agricoles qui se sont concentrées et renforcées autour de la production laitière, se sont adaptées aux progrès technologiques pour une augmentation du potentiel productif mécanisable de certaines surfaces, en abandonnant d'autres.

Parallèlement, il n'y a pas eu de restructurations foncières, et la multiplication parcellaire laisse la place à un boisement naturel anarchique conduisant à une forestation de peu de qualité marchande, plus embroussaillage que vrai bois.

21 Communes = 3 Cantons = 48 754 hectares = 15 514 habitants

	Vallée d'Abondance 6 communes	Vallée d'Aulps 11 communes	Vallée du Brevon 4 communes
En 1990	4 445 habitants	7 445 habitants	2 630 habitants
En 1999	4 539 habitants	7 870 habitants	2 796 habitants
Ce jour	120 exploitations dont 60 à plein temps 80% pérennes à 10 ans	90 exploitations dont 5 à plein temps 50% pérennes à 10 ans	90 exploitations dont 40 à plein temps 60% pérennes à 10 ans

En 1979 le territoire comptait 845 exploitations

9 762 ha de surfaces agricoles	20,02%
11 628 ha de surfaces en alpages	23,85%
dont 8 466 ha de surfaces en herbe	
3 162 ha de surfaces de « bois pâturés »	
17 751 ha de surfaces boisées	36,41%
9 613 ha de surfaces urbanisées	19,72%

GESTION SYLVICOLE ET PRODUCTIVITE

Le bois de pays ne constituant plus le matériau et la source d'énergie principale, ceci malgré les traditions locales, et de plus le dépeuplement des campagnes avec modification des comportements des résidents plus tournés vers les économies secondaires et touristiques, le territoire subit la désertification, ceci étant dans certaines communes en contradiction avec la pression foncière impliquée par la multiplication des résidences secondaires.

La demande en bois évoluant, avec l'arrivée de nouveaux matériaux bois pour la construction, et l'évolution des modes de chauffage, le territoire subit également l'évolution des exigences techniques plus sévères.

Au plan des espaces forestiers, si la gestion des parcelles communales permet un suivi, à contrario les espaces privés, compte tenu essentiellement de l'âge des propriétaires et du morcellement, pose la question majeure de l'exploitation de ces espaces, tant en terme marchand que de protection.

50% de la forêt du Haut Chablais étant détenue par des propriétaires privés, ces propriétaires étant détenteurs en moyenne de 3 parcelles dispersées représentant pour chacun 0,9 hectares, il n'existe pas de plan de gestion concerté.

Si cette situation privée est profitable à la diversité des milieux, elle pose néanmoins de graves interrogations pour la pérennité qualitative des massifs dans l'avenir, et également des questions quant aux capacités d'exploitation et gestion future des dessertes et entretiens.

Globalement, le territoire subit l'extension des surfaces boisées, les bois étant d'âges et de qualités divers, ceci ne permettant pas ou peu une gestion conforme aux besoins du marché. Les pratiques sylvicoles privées rencontrent de graves difficultés pour améliorer la situation, ceci conduisant à la banalisation des paysages et espaces, et à la modification croissante des milieux environnementaux.

**Sur la base des sources cadastrales, pour 48 754 hectares le territoire compte
17 751 hectares de surfaces boisées soit 36,41%**

Dont forêts publiques	9 453 ha	53,25%
Dont forêts privées	8 300 ha	46,76%
○ Propriétés de plus de 4ha	3 006 ha	36,22%
○ Propriétés de 1 à 4ha	3 221 ha	38,81%
○ Propriétés de moins de 1ha	2 072 ha	24,97%

- Les propriétés privées de plus de 4ha représentent 280 comptes, soit 5 150 parcelles
Pour une moyenne de 18 parcelles par propriétaire, soit 10,74 ha
- Les propriétés privées de 1 à 4 ha représentent 1739 comptes, soit 18 744 parcelles
Pour une moyenne de 11 parcelles par propriétaires, soit 1,85 ha

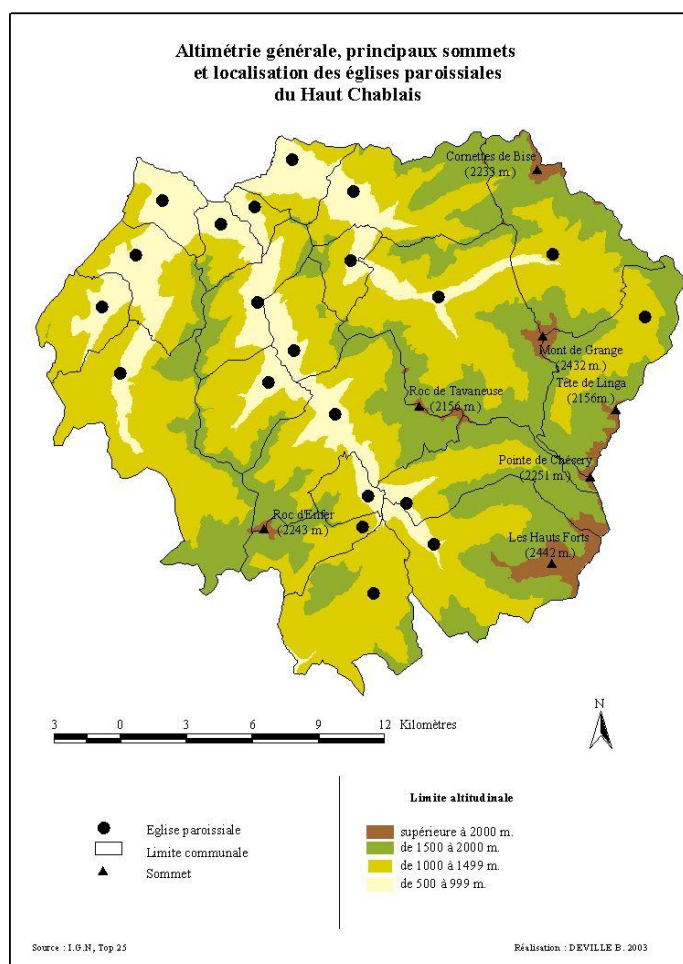
LA PRESERVATION DES SOLS ET LA TRANSFORMATION DES SYSTEMES FORESTIERS

Nos sols, concernés à des degrés divers par l'érosion et la « fatigue », manquant d'entretien global et prospectif, interpellent sur l'évolution des écosystèmes terrestres.

De plus, les forêts non entretenues, non jardinées, non exploitées, assurent-elles encore, et pour combien de temps, leur contribution à la santé du territoire, et donc à son image ?

Les équilibres biologiques, qui se modifient, et accidentés par divers phénomènes, sont exposés à tout type d'agressions. La situation des massifs d'épicéas est alarmante.

Dans ce contexte, seule la mise en œuvre d'une approche « **Charte forestière de territoire** », avec avancée par massif, permet d'anticiper sur l'avenir.



LA QUALITE DES PAYSAGES

Les paysages, traduction visuelle de l'organisation du territoire, ne sont plus en équilibre en regard de l'évolution des situations agricoles, forestières et d'urbanisme.

Les activités agricoles et forestières, gérées à l'échelle des massifs, permettraient de retrouver une spontanéité de valorisation et préservation auxquels les habitants sont attachés, et contribueraient à l'attractivité touristique hors des périodes d'enneigement.

L'entretien des paysages contribuant à la qualité de l'accueil, au maintien du cadre de vie, à l'identité patrimoniale, répond conjointement à la sécurité en regard des risques naturels et à l'ouverture des horizons, tout en maintenant la présence agricole indispensable aux liens sociaux et à l'activité économique dans le monde rural.

La montagne, zone de loisir, de plaisir et de santé ne peut conserver sa valeur symbolique et sa valeur ajoutée que par la qualité du travail qui y est accomplie.

Contribuer au maintien de ce cadre « montagne - qualité », par le développement d'une politique territoriale promouvant le développement durable, est l'enjeu fort de cette Charte forestière de territoire.

UN ENVIRONNEMENT EQUILIBRE

ET DE QUALITE

CONCOURS AU BIEN ETRE DES INDIVIDUS DANS UNE SOCIETE.

Permettre à un territoire, au travers de son économie touristique forte et riche, de concilier toutes les fonctions qui contribuent directement à cette économie, aide à financer ces fonctions forestières et agricoles que la situation immédiate ne rémunère plus.

LE HAUT CHABLAIS :

UN TERRITOIRE QUI S'EQUILIBRE

LES APPROCHES TERRITORIALES

MENAGER LE TERRITOIRE

CONCILIER SES DIFFERENTES FONCTIONS

Afin de répondre sur le Développement futur et concerté du Chablais (62 communes, 870 Km², 106177 habitants en 1999), un Syndicat intercommunal d'aménagement du Chablais, le SIAC, a été créé en 2003.

Porteur des compétences pour l'élaboration du Schéma de cohérence territorial (Scot), pour animer et gérer le Contrat de développement Rhône Alpes du Chablais (Codra), et pour piloter le dossier de désenclavement multimodal du territoire, ce Syndicat fédère l'ensemble des élus, en partenariat avec l'Association Chablais Léman développement qui représente la Société civile.

Dans ce territoire, des périmètres de travail ont été identifiés, dont le périmètre du Haut Chablais, périmètre de montagne.

Pour le périmètre du Haut Chablais, territoire fortement touristique, les élus, les professionnels et de multiples partenaires travaillent depuis 2002 autour de la question suivante :

LE HAUT CHABLAIS AUJOURD'HUI ...

QUEL TERRITOIRE POUR DEMAIN ?

Des questions fortes se sont posées face à la déprise agricole, au devenir foncier et à la pression foncière, à l'avancée de la forêt et aux difficultés de gestion de la forêt privée, au devenir des professionnels « traditionnels », agriculteurs et forestiers, dans le périmètre.

La réflexion, qui s'inscrit dans la logique du Développement durable, aborde les interrogations posées par les limites de la croissance économique, tout particulièrement en regard de la situation des ressources naturelles, des réalités sociales et de la qualité paysagère, patrimoine hérité et à transmettre.

Avec la volonté d'une logique d'actions en faveur de l'aménagement future du territoire, une échelle de partage d'expériences, sur un périmètre regroupant 3 cantons, 3 structures intercommunales et 2 communes, s'est dessinée.

Véritable opportunité pour mettre en place des démarches intégrées, se basant sur les différentes fonctions de cette entité géographique, les différents partenaires sont en phase pour construire des stratégies territoriales conciliant tous les enjeux.

Soucieux d'établir un tableau de bord de développement autour des axes de travail, identifiés et validés par tous, portant et mettant à disposition un catalogue d'actions retenus par les participants - acteurs locaux, l'idée d'une Charte établie sous la forme d'un guide à destination des élus, mais aussi de tous, a été retenue.

Le catalogue d'actions mis à disposition prend la forme de recommandations, traduction territoriale des besoins forestiers à ce stade, pour les 10 ans à venir.

Espérant que cet outil, Charte forestière de territoire, s'appuiera sur la volonté des aménageurs - décideurs à l'échelle du Département, de la Région et de l'Etat, mais surtout des élus et partenaires locaux, la volonté affirmée par ses rédacteurs est de la rendre productive afin de répondre sur la situation alarmante rencontrée au quotidien, en terme d'éco - développement.

Tenant compte des responsabilités citoyennes, des besoins de prévention et de précaution à l'échelle du long terme, des prises de décisions souhaitées cohérentes par tous, cette Charte s'inspire :

- Des attentes exprimés par les acteurs du territoire rencontrés depuis janvier 2003, pour son élaboration,
- Des trois piliers du Développement durable : la préservation - protection de l'environnement et du cadre de vie, l'efficacité économique, l'équité sociale.

Si certaines problématiques, exprimées au quotidien, présentent des caractères d'urgences pour des décisions, la priorité de préparation du périmètre aux tâches indispensables pour construire l'avenir a primé.

Une solidarité entre Communes riches et Communes démunies devra être trouvée. Ceci demande une approche stratégique de développement, approche partagée et acceptée, approche qui trouvera son aboutissement dans l'utilisation du plan d'actions présenté.

La dynamique territoriale qui s'est organisée, doit inspirer les engagements pour les générations futures. Protéger notre cadre de vie est certes un objectif, mais se fédérer pour définir et soumettre nos orientations aux décideurs est notre volonté.

Cette Charte est un engagement fort s'appuyant sur les instruments réglementaires nationaux.

C'est une opportunité de mobilisation pour de nombreux sujets liés au devenir du sol, de la forêt et de l'eau.

D'autres thèmes, indispensables au développement, la compléteront certainement, car le territoire ne manque pas d'idée et d'initiatives.

Afin de concilier les différentes fonctions de ce périmètre, ce regroupement de réflexions devient un **instrument de gouvernance** qui contribue au développement économique transversal, dans lequel, les projets qui seront identifiés et présentés contribueront à l'existence de tous, en favorisant les initiatives nouvelles.

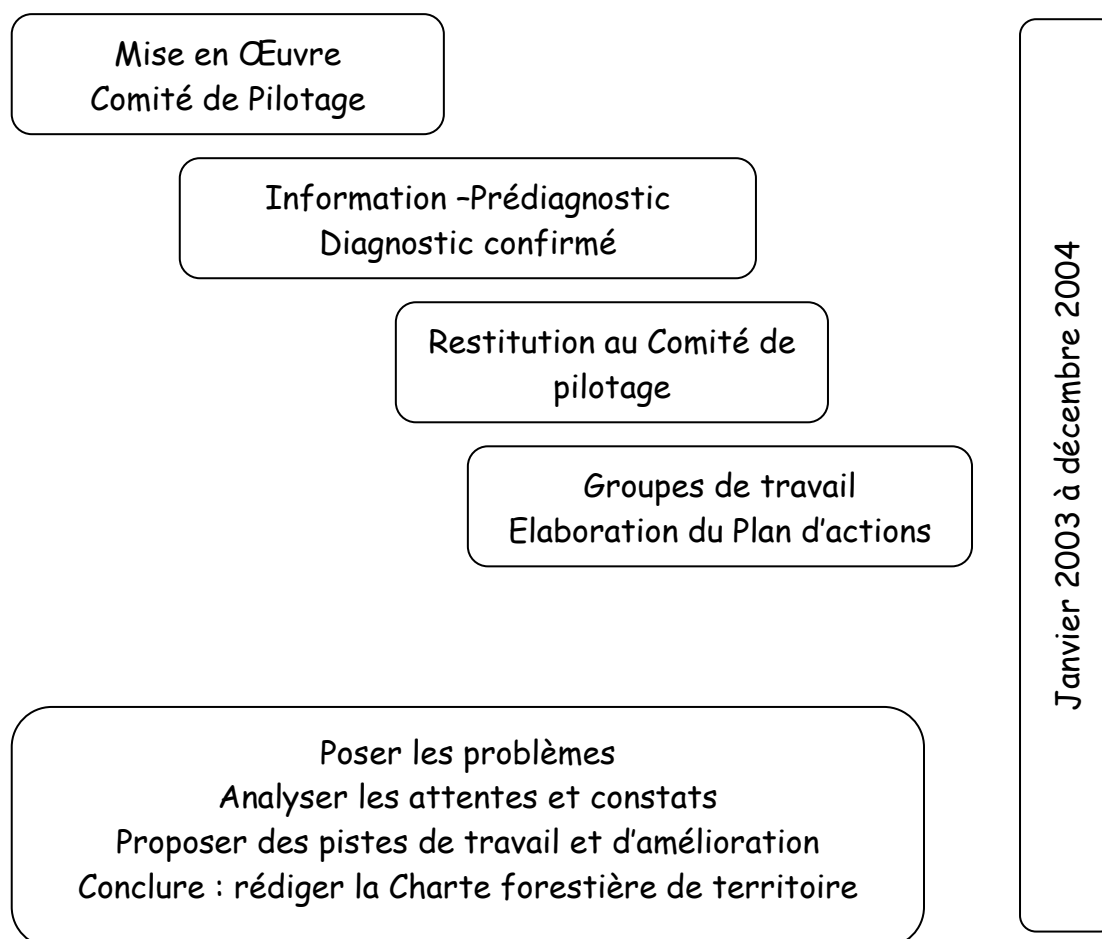
**PLAÇANT L'HOMME AU CŒUR DU DEVELOPPEMENT,
CETTE CHARTRE NE DOIT PAS ETRE UN FACTEUR CONTRAIGNANT
MAIS UNE PISTE D'EVOLUTION.**

LE CONTEXTE FORESTIER HAUT CHABLAISIEN

LE DIAGNOSTIC INITIAL

Le diagnostic réalisé depuis 2003, en partenariat avec les techniciens de la Cofalp et de l'ONF, sur la base de 21 réunions communales (357 participants) et 4 réunions professionnelles (transformations, exploitants, ACCA, tourisme et accompagnateurs, utilisateurs divers), complétées par 11 rencontres de groupes de travail (moyenne de 15 participants par groupe) sur les 4 thèmes prioritaires identifiés (le foncier, les dessertes, la fiscalité et la gestion forestière, la multifonctionnalité), a permis de traduire les inquiétudes des uns et des autres.

Les demandes exprimées traduisent un besoin d'approche à multidividendes, dans une approche où les solidarités dans le temps et dans l'espace seront des facteurs de réussite.



LES DEMANDES EXPRIMEES

Classées par ordre de priorité par les acteurs locaux, dépendantes d'influences internes ou externes, synthèse des rencontres pour le diagnostic initial, sont de plusieurs ordres :

- **Des accès nouveaux à construire :**
 - Organisation des propriétaires
 - Coupes difficiles
 - Assurer l'organisation des propriétaires concernés,
 - Assurer les financements correspondants,
 - Convaincre les propriétaires récalcitrants,
 - Aménager des réseaux structurés : routes, pistes, place de dépôt, lignes de câbles...
- **Faible niveau des prix de vente de bois :**
 - Concurrence des bois importés
 - Coupes difficiles
 - Si les seules données économiques s'appliquent : quel avenir pour la forêt de montagne ?
 - Favoriser l'utilisation du bois local dans la construction,
 - Anticiper les futures normes obligeant le séchage du bois de charpente,
 - Pérenniser une aide à l'exploitation des coupes difficiles,
 - Rechercher de nouveaux débouchés pour les sous-produits de la forêt : bois énergie...
- **Organisation de la gestion entre voisins :**
 - Regroupement des parcelles
 - Constituer des unités de gestion de taille suffisante,
 - Inciter les propriétaires à s'organiser entre voisins,
 - Assurer le travail d'organisation et de suivi de ces unités de gestion,
 - Intégrer les prescriptions de gestion durable des forêts,
 - Reconnaître et délimiter les parcelles.
- **Réorganisation foncière : achats / ventes**
 - Prendre en compte les frais correspondants,
 - Organiser le marché : collecter les offres et demandes,
 - Impliquer les communes comme acheteur de parcelles,
 - Solutionner les indivisions non réglées,
 - Imposer le non-démembrement.

- **Fréquentation**
 - Prendre en compte la responsabilité civile des propriétaires en cas d'accidents d'usagers sur leurs parcelles,
 - Régler les conflits entre les différents usagers des chemins et pistes,
 - Assurer une compatibilité entre les activités forestières et touristiques,
 - Assurer une forêt conforme à son image dans les produits touristiques.
- **Conflits d'usage**
 - Organiser les différents usages des chemins et accès : tourisme, agriculture, etc...
 - Intégrer les besoins de l'exploitation forestière dans les documents d'urbanisme.
- **Zones à risques :**
 - Coupes difficiles
 - Identifier les massifs forestiers à enjeux,
 - Analyser le rôle effectif des forêts en fonction de leur état d'entretien,
 - Assurer la gestion durable dans le temps de ces massifs.
- **Conditions de travail – forêt / filière bois**
 - Faire cohabiter les activités forestières avec les autres activités : restriction des circulations, périodes d'interdiction...
 - Prendre en compte la pénibilité et la dangerosité du travail en forêt : activité saisonnière, statut...
 - Valoriser les activités, compte tenu de la faible attractivité de la profession.
- **Accès existant à entretenir**
 - Assurer la pérennité des ouvrages construits et à construire,
 - Impliquer l'ensemble des usagers : bon usage et participation à l'entretien.
- **Fiscalité foncière dissuasive**
 - Mettre en concordance les taxes foncières avec le rendement actuel des forêts,
 - Taxer la non-gestion et inciter fiscalement l'acquisition et l'entretien des parcelles boisées.
- **Protection des sources**
 - Intégrer la gestion de l'exploitation de la forêt dans les secteurs de protection.
- **Et :**
 - Réelle adaptation des mesures aux réalités locales
 - Des actions de longue durée, dotées de moyens suffisants,
 - Inciter au nettoyage et reboisement des anciennes coupes rases,
 - Traiter les parcelles en friche sur les frontières forêt / agriculture,
 - Mettre en place un plan de lutte phytosanitaire contre le bostryche et de reconstruction des peuplements,
 - Assurer l'animation des projets de desserte et de constitution des unités de gestion.

LES FACTEURS FAVORISANT LA MISE EN ŒUVRE :

Après 12 mois de travail, dans les suites du diagnostic initial, 4 facteurs se dégagent :

- **Tenir compte des diversités du territoire pour adapter la méthode de travail.**

Il n'existe pas de modèle unique.

- **Intégrer la notion de Territoire :**

- Est-ce un massif ? Comment intégrer la réflexion dans un projet plus vaste, l'aménagement et le développement ?
- Est-ce une « volonté » Territoriale ou une recherche d'identité ? Comment s'engager collectivement dans un processus de développement local ?
- Est-ce une structure porteuse ? Comment multifonctionnaliser le développement de la structure pour aller vers un Pays ? Comment inscrire la durabilité ?

*Il est nécessaire d'ouvrir les approches de réflexions
pour aboutir à une « charte de développement d'un territoire »
afin de moduler les aides et les attentes.*

- **Mobiliser les acteurs pluridisciplinaires :**

- Du concret rapidement, même s'il n'est pas « innovateur »,
- Se rencontrer et se concerter à différentes échelles,
- Ouvrir la réflexion à un large public.

*Il est nécessaire de privilégier l'approche participative, qui permet l'appropriation,
à l'approche directive, qui contraint.*

Il y a un équilibre - compromis à trouver entre les deux approches.

Il est nécessaire de ne pas négliger le diagnostic.

*Il est nécessaire d'impliquer et consulter de multiples acteurs :
élus, propriétaires, gestionnaires,
collectivités locales (Conseil Général, Conseil Régional) et l'Etat.*

- **Accepter de se comparer et d'être comparé.**

*Il est nécessaire d'intégrer un Réseau,
le Réseau national des Chartes Forestières de Territoires.*

LA METHODOLOGIE DE TRAVAIL (validée en septembre 2003)

1. CONTEXTE, OBJECTIFS ET FONCTIONS DE LA CHARTE

1.1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La loi n°2001-602 du 9 juillet 2001 dite d'orientation sur la forêt, accorde une part importante au développement d'une politique de gestion durable et multifonctionnelle de la forêt, introduisant la notion d'intégration territoriale au travers de l'article L.12 qui prévoit la mise en oeuvre de charte forestière de territoire.

« Sur un territoire pertinent au regard des objectifs poursuivis, une charte forestière de territoire peut être établie afin de mener un programme d'actions pluriannuel intégrant, le cas échéant la multifonctionnalité des forêts locales et visant à :

- garantir la satisfaction des demandes environnementales ou sociales particulières concernant la gestion des forêts et des espaces naturels qui leur sont connexes ;*
- contribuer à l'emploi et à l'aménagement rural, notamment par le renforcement des liens entre les agglomérations urbaines et les massifs forestiers ;*
- renforcer la compétitivité de la filière de production, de récolte, de transformation et de valorisation des produits ;*
- favoriser le regroupement des propriétaires forestiers sur le plan technique ou économique, la restructuration foncière ou encore la gestion groupée au niveau forestier d'un massif forestier. » ;*

La circulaire DERF/SDF/SDIB/C2001-3004 du 15 février 2001 précise les modalités d'élaboration de ces chartes forestières de territoire. Elle rappelle que

« LA CHARTE FORESTIERE DE TERRITOIRE A LEGITIMEMENT VOCATION

A STRUCTURER UN

PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES RURAUX

INSERANT DAVANTAGE LES FORETS DANS LEUR ENVIRONNEMENT

ECONOMIQUE, ECOLOGIQUE, SOCIAL OU CULTUREL ».

1.2 PRINCIPES METHODOLOGIQUES

La Charte Forestière de Territoire, ne représente ni un document d'aménagement, ni un document réglementaire, mais un **contrat d'engagement** entre tous les acteurs locaux, contrat qui se caractérise par un **plan d'action** visant à améliorer le secteur forestier et les milieux forestiers qui constituent le cadre de vie des habitants d'un territoire.

Ce plan d'action est basé sur un calendrier précis élaboré par les acteurs, et est accompagné de budget pour chacune des actions programmées.

La Charte Forestière de Territoire ne possède donc **pas de valeur juridique particulière**. Elle témoigne par contre de la réflexion d'un Territoire sur ses problèmes et atouts forestiers, et de son **engagement dans une politique bien définie** pour les résoudre et les valoriser.

*REPLACER VOLONTAIREMENT LA GESTION DU SOL
AU CŒUR DES QUESTIONS RELATIVES
A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
EN INTEGRANT
LES ATTENTES SOCIETALES
ET LES BESOINS DE L'HOMME*

2. OBJECTIFS DE LA DEMARCHE

L'objectif de base est d'intégrer la « Forêt » dans l'aménagement du Territoire, sur la base de sous objectifs décrits par les acteurs locaux et validés par le Comité de pilotage.

Les attributions des acteurs locaux et du Comité de pilotage, assistés par des animateurs et coordinateurs techniques, sont définies comme suit :

- **FEDERER LES ENERGIES POUR CONDUIRE LA REFLEXION COLLECTIVE** autour des besoins et problèmes de la « Forêt », ceci devant aboutir à la rédaction des objectifs constituant la charte ;
- **ANIMER LA DEMARCHE ET FACILITER LA CONCERTATION ET LA MEDIATION** en assurant un fonctionnement transparent et la participation de l'ensemble des acteurs locaux concernés sur le territoire, le tout reflétant la transparence de fonctionnement du Comité de pilotage chargé des décisions ;
- **APPORTER UN ECLAIRAGE TECHNIQUE ET AIDER LE COMITE DE PILOTAGE POUR SES ORIENTATIONS** : en favorisant la production de documents de synthèse (diagnostic, hiérarchisation des enjeux, orientations), l'identification des études complémentaires nécessaires ainsi que les actions pilotes susceptibles d'être lancées rapidement, d'accompagner l'élaboration de stratégies d'aménagement et d'actions spécifiques.

Cette démarche se doit d'aboutir à une **PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES ACTIONS A ENTREPRENDRE**, et servira alors de référence commune aux gestionnaires forestiers, aux propriétaires, aux professionnels, aux habitants, aux élus, et aux partenaires du territoire pour évaluer les politiques engagées ou y participer.

L'ensemble de cette démarche sera consignée dans une **CHARTRE D'ORIENTATIONS** intégrant les actions prioritaires à caractère général, et /ou spécifiques et ponctuelles ayant un caractère innovant et / ou d'urgences sur des besoins, le tout contribuant à consolider et améliorer l'existant et à le pérenniser,

AU TERME DE L'ANNEE 2004 :

- Les énergies pour une réflexion collective se sont fédérées,
- L'éclairage technique a été apporté,
- Un catalogue d'actions a été rédigé et chiffré par action,
- Ce document « Charte forestière de territoire du Haut Chablais » a été approuvé par le Comité de pilotage en qualité de document d'orientations pour le territoire.

POUR LES 3 ANNEES SUIVANTES 2005 - 2006 - 2007 :

Le Comité de pilotage décide de la mise en œuvre d'un « animateur » de territoire, animateur ayant pour mission :

- De faciliter la concertation et la médiation souhaitée par les Communes et/ou demandeurs d'actions,
- De monter les dossiers relatifs à ces actions,
- D'établir la programmation pluriannuelle transversale sur le périmètre.

3. METHODE D'ELABORATION DE LA CHARTRE FORESTIERE DU TERRITOIRE DU HAUT CHABLAIS

Le phasage d'élaboration a reposé sur des temps forts coordonnés par le Comité de Pilotage.

3.1 LA PHASE DE CANDIDATURE ET DE MISE EN ŒUVRE D'UN COMITE DE PILOTAGE

A partir de l'instant où la candidature a été formellement retenue, janvier 2003 :

- Le maître d'ouvrage a assuré le suivi financier et la coordination des actions et phases,
- Un Comité de pilotage s'est formellement mis en œuvre.

Le Comité de Pilotage dans lequel sont représentés les principaux partenaires, a initié l'étude préalable à la méthode d'élaboration de la Charte forestière de territoire.

Ce comité de pilotage comprend les partenaires identifiés lors de la phase d'audit et de diagnostic.

Ce comité s'est réuni formellement et dans sa totale composition aux différentes étapes majeures de la démarche :

- Au lancement et démarrage de la charte, janvier 2003, pour valider la méthodologie de travail (canevas) : modalités de consultation des acteurs, activités, calendrier, étapes.... ;
- A la fin de l'étape diagnostic, qui s'est étalée sur le premier semestre 2003, afin de valider les enjeux découlant de ce diagnostic ;
- A l'issue de l'étape orientations et stratégies, pour valider les stratégies concertées, dans le deuxième semestre 2003 ;
- En fin d'étape d'élaboration du plan d'action et des modalités de partenariats, afin de valider les plans d'actions et les partenariats, les 30 juin et 29 novembre 2004.

**A ce stade, le comité a engagé
l'information de l'ensemble du Territoire,
puis sollicite l'aval du Préfet
pour valider le périmètre et la démarche.**

**Après la signature de la charte, l'engagement des financeurs
et l'avalisation du périmètre,
les conventions particulières d'application seront arrêtées.**

Dans l'avenir :

- Les éventuels prestataires d'études seront invités aux comités de pilotage, selon les besoins, et assisteront ainsi l'organe pilote, pour exposer l'état d'avancement et les résultats obtenus au cours des différentes étapes.
- La responsabilité de la mobilisation des membres de ce comité de pilotage sera à la charge du maître d'ouvrage, pilote de la charte.
- Pour des raisons de souplesse, un comité directeur restreint sera réuni par le maître d'ouvrage et constituera l'interlocuteur technique, plus facilement mobilisable, en amont des réunions du comité de pilotage.
- Afin de monter et suivre l'ensemble de la démarche, le Comité de pilotage se fera assister par des animateurs représentants le paritarisme « collectivités locales - professionnels de la forêt et propriétaires ». Ces animateurs auront pour mission d'aider à la mise en évidence des enjeux prioritaires pour le territoire, enjeux à hiérarchiser et valider par le Comité ce pilotage.

3.2 LA PHASE D'ETUDE : « AUDIT - DIAGNOSTIC - MOBILISATION - ENJEUX » 2003 - 2004

3.2.1. L'audit (premier semestre 2003):

Cette étape a été une phase de pré-mobilisation des acteurs, de recherche des données existantes, d'expression des différents points de vue, des attentes et des perceptions, et de synthèse sous formes d'enjeux, l'objectif étant « d'écouter - d'entendre » et de faire l'information sur l'outil Charte forestière de territoire.

Cette étape a visé à impliquer dès le départ de l'étude les principaux acteurs concernés depuis les responsables techniques (en particulier les représentants des organismes publics et parapublics) et politiques jusqu'aux associations en passant par les représentants des acteurs économiques et sociaux.

L'audit s'est intéressé également à l'organisation des acteurs (techniques, institutionnels, économiques,...) eu égard aux thèmes de la forêt. Pour ce faire une large consultation des propriétaires, acteurs locaux et des différentes catégories d'usagers a été effectuée, puis, lorsque cela a été nécessaire, des entretiens ciblés ont été réalisés pour conforter les avis.

3.2.2. Le diagnostic initial (premier semestre 2004):

Sur la base des audits, après avis du Comité de pilotage, un diagnostic a été élaboré afin de « comprendre » les besoins, l'avis d'experts étant sollicité pour consolider les avis sur les problèmes du territoire.

Cette étape a permis d'effectuer le recueil d'information auprès de tous les acteurs susceptibles d'intervenir ou d'utiliser le territoire forestier du massif. Cette prospection s'est efforcée d'être aussi exhaustive que possible et a permis de valider et préciser les objectifs relevant de la demande initiale des porteurs de projet, dans leur dossier de candidature, mais aussi d'intégrer les éléments complémentaires susceptibles d'émerger des groupes de travail.

A titre d'exemple, des réponses aux pistes suivantes ont été apportées :

- *développement de la desserte multifonctionnelle (optimisation et création y compris dans une perspective de gains de productivités et de nouvelles modalités de mise en marchés des bois)*
- *maintien d'une filière bois locale (évolution des modes de contractualisation, gains de productivité dans la mobilisation, hypothèse bois-énergie, évolution des modalités de commercialisation)*
- *meilleure gestion de la forêt privée (y compris dans une perspective d'amélioration de son état sanitaire)*
- *gestion de l'espace et du paysage*
- *renforcement de la fonction de protection des forêts*
- *diversification et renforcement qualitatif de l'offre touristique*

Afin d'être exhaustif, les renseignements à obtenir ont été de trois ordres :

- Quelles sont les pratiques actuelles ?
- Quelles sont les besoins et / ou problèmes rencontrés ?
- Quel serait, dans l'idéal, le « produit » souhaité et attendu ?

3.2.3. La mobilisation :

Concrètement, des groupes de travail ciblés ont été constitués, 4 groupes de travail, mobilisant les différents partenaires concernés (et représentatifs) sur les thèmes répondant aux enjeux prioritaires retenus. Les objectifs de ces groupes de travail ont été :

- l'application des stratégies de développement forestier précédemment validées, et leurs déclinaisons en plan d'actions à adopter aux échelles spatiales pertinentes ;

- la réflexion sur les interactions forêt-politique sectorielle à incidence forestière (eau, déchets, transport, urbanisme...) ;
- les moyens à mettre en œuvre, et la construction de modèles d'organisation nécessaires à la résolution des problèmes identifiés et à la réalisation de projets ciblés ;

Les animateurs de la Cofalp et de l'ONF, assistés par des prestataires externes, ont été chargés de l'animation de ces groupes de travail (organisation et conduite des réunions, relevés de décisions). Ils ont fourni un document donnant les résultats des travaux des groupes en terme d'orientations stratégiques et opérationnelles. Ils ont également mis en évidence les interactions probables ou certaines entre les thèmes, avec une mise en cohérence sur l'ensemble du territoire dans un souci de gestion durable des forêts.

Par cette démarche, après restitution des Audits et diagnostics au Comité de pilotage, les acteurs seront amenés à une phase d'appropriation - mobilisation, sur 3 années, afin de déterminer pour chaque "espace cible" du territoire ou pour chaque thème ou champ d'activité, les attentes, perceptions, opinions et informations indispensable à la poursuite de la démarche et à l'engagement d'actions.

Cette étape, qui a été une phase d'analyse des causes et effets des dysfonctionnements et d'amélioration des connaissances et perceptions des uns et des autres, a permis au Comité de pilotage d'appréhender les pistes de travail pour le court - moyen - long terme.

Cette phase de mobilisation, aboutissement pour la mise en œuvre de la démarche Charte forestière de territoire et sa large compréhension, s'est appuyée sur la demande de trois groupes d'acteurs :

- les acteurs économiques ;
- les usagers à titre plus ou moins gratuit ;
- les collectivités territoriales concernées.

De façon plus détaillée et non exhaustive, les secteurs d'activités à solliciter ont été :

- Acteurs économiques :

- Produits forestiers, en distinguant les secteurs suivants :
 - bois d'œuvre ou d'industrie
 - Bois énergies
 - Autres : produits non bois
- filière bois :
 - exploitants forestiers, E.T.F.
 - Scieries
 - bois énergie

- agriculteurs, au travers des liens agriculture-forêt :
 - desserte
 - main d'œuvre
 - CUMA équipements
 - AFP
 - paysage
 - diversification
 - dégâts de gibiers
- opérateurs touristiques :
 - hébergement
 - organisateurs de séjours ou de produits de diversification de l'offre touristique
 - Stations de ski, zones de loisirs
 - centres équestres
 - offices du tourisme et syndicats d'initiative, C.D.T.
 - chasses organisées

- Usagers (à divers titre, même non légitimes)

- chasseurs
- randonneurs pédestres
- randonneurs équestres
- cyclotouristes, V.T.Tistes
- naturalistes
- associations locales de protection de la nature
- moto « verte »
- 4 X 4

- Collectivités locales

- l'ensemble des communes du périmètre et leurs groupements
- éventuellement les villes-portes du massif

3.2.4. Les enjeux

Les demandes identifiées et validées dans la phase de mobilisation ont été priorisées pour :

- Complément d'information si besoin,
- Actions directes à court terme
- Anticipation et construction d'actions à moyen et long terme.

Le comité de pilotage s'est impliqué pour faciliter cette démarche d'identification des enjeux-demandes en :

- Orientant le choix des acteurs à consulter ;
- Validant l'échantillonnage et les modalités de consultation ;
- Fournissant les contacts avec les acteurs et les coordonnées des personnes ressources ;

Les interactions actuelles ou probables ont été identifiées à travers les réponses de chaque secteur d'activité, en distinguant notamment les synergies (exemple : Gestion forestière - paysage, pluriactivité - emploi partagé), et les interactions négatives (Exemple : création de piste, activité d'exploitation - qualité des produits touristiques).

A présent, une phase complémentaire de validation par Commune ou Intercommunalité pourra s'avérer nécessaire selon les demandes et concernera :

- Les propriétaires et les gestionnaires forestiers ;
- Les représentants des personnes morales chargées des équipements, de la sécurité, de la protection contre les risques naturels

Elle aura pour objet :

- D'évaluer, en phase intermédiaire des travaux, le respects des objectifs et des délais,
- D'identifier les attentes non exprimées au préalable par les acteurs ;
- D'évaluer l'impact des relations initiées, sur le territoire, et leurs perceptions par les acteurs ;

3.3. LA PHASE DE RESTITUTION - DECISION - PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES ACTIONS : L'ELABORATION DE LA CHARTRE FORESTIERE DE TERRITOIRE

Présentées de façon continue, à destination des acteurs et du Comité de pilotage, des synthèses de travaux ont été diffusées pour information et suivi.

Le Comité de pilotage, dans son calendrier de travail, a du valider les idées et actions émergentes, a du les prioriser, puis devra les coordonner pour réalisation. A ce stade, la recherche et l'obtention des financements seront le facteur déclenchant des actions concrètes, ces actions relevant des capacités financières des uns et des autres.

L'étape de décision sur les diagnostics et travaux à engager étant terminée, le Comité de pilotage aura à l'avenir la charge d'approbation et de suivi des budgets à engager pour porter les actions.

3.3.1. Sur quelles bases documentaires travailler ?

Les synthèses et diagnostics se sont appuyés sur toutes les données existantes localement mais également les bibliographies, données, études issues des différents services ou organismes compétents et ont intégré précisément les éléments, directives, orientations et

prescriptions des documents officiels existants dans les différents domaines où une incidence ou interaction avec la forêt est possible. En particulier, les documents réglementaires et documents d'orientation produits par l'administration (préfecture, DIREN, DRAF/SERFOB, DIRE, DRT, DRE, etc..) et ses établissements publics (CRPF, ONF, CA,...) ont été intégrés.

Ont été distingués en particulier :

- Les documents d'orientation, de planification, d'aménagement ou de gestion des territoires forestiers (ORF, PIDAF, ORLAM, PSG, plans de chasse, ...) ;
- Les documents d'orientation, de planification et d'aménagement concernant d'autres secteurs à incidence sur la forêt, en particulier urbanisme, tourisme, eau, déchets et risques, transport (PLU, SCOT, PPR, SAGE, Plan départemental de randonnée, Plan paysage, Etude foncière,...) ;
- Les documents d'inventaire et de protection des milieux et de la biodiversité (Natura 2000, ZICO, ZPS, Réserves, PN, ZNIEFF, espaces boisés classés ou remarquables,...) ;
- Les documents d'analyses « économiques locales » : filière bois, site pilote agriculture durable, diagnostic pour la mise en œuvre des CODRA, diagnostic touristique (y compris analyse des attentes et fréquentation/satisfaction)...
- Les documents inhérents à des projets de développements structurants portés par les collectivités du territoire (chauffage bois énergie, PLGE, programme de construction,...)

A présent, à ce stade qui peut être appelé « diagnostic final » pour l'élaboration de la future Charte forestière de territoire, le document cadre « charte forestière du territoire du Haut Chablais » comprend une analyse des dynamiques territoriales et des possibilités d'arrimer la CFT aux structures déjà existantes. A l'avenir, le Comité de pilotage, qui s'associera éventuellement à des prestataires, devra étudier les atouts et contraintes de ces entités afin de permettre une mise en œuvre optimale des actions de la charte.

3.3.2. Les : « orientations et stratégies forestières pour le territoire »

Toute cette démarche aboutit à un "Projet ou Programme cadre" qui fixe les priorités et hiérarchise les objectifs à moyen et long terme pour une gestion durable et multifonctionnelle de la forêt aux échelles territoriales adaptées.

A partir des résultats des phases antérieures, le comité de pilotage a choisi un nombre limité de thèmes porteurs des enjeux qu'il a considérés comme les plus importants. Les groupes de travail s'étant positionnés dans la phase 3.2. sur ces thèmes, des orientations stratégiques ont été arrêtées pour le territoire forestier et ses acteurs, ainsi que les grandes lignes d'actions à mener sur les 10 prochaines années.

Celles-ci constituent les lignes d'actions de la Charte et le cadre d'une politique de gestion durable et multifonctionnelle de la forêt à l'échelle du territoire.

Le comité de pilotage a validé ces orientations et stratégies par thèmes, et fixera à l'avenir les priorités qui devront être retenues pour l'élaboration de plan d'action et pour lesquelles les collectivités et leurs partenaires souhaitent s'engager.

Les Rendus suivants seront à fournir à la fin 2005 :

- un document définissant à moyen et long terme les orientations fondamentales et les stratégies visant à répondre aux enjeux de développement du territoire forestier ;
- Une déclinaison par thème de ces orientations et stratégies ;

3.3.3. L' « engagement des actions de la charte »:

Pour chaque stratégie et thème (objectif) prioritaire, précédemment identifié et validé, un plan pluri-annuel d'actions devra être établi avec les collectivités locales et territoriales concernées, les propriétaires privés, les gestionnaires forestiers en y associant les partenaires principaux. Ce plan d'actions, sera lancé sur une durée initiale de 3 ans, et comprendra des chronogrammes d'actions et échéanciers budgétaires, avec identification de financements pour la mise en oeuvre.

Pour ce faire, le Comité de pilotage assisté par un technicien-animateur rencontrera les Collectivités et demandeurs qui auront pour tâches :

- le recueil et la sélection des actions sur lesquelles les propriétaires forestiers, les collectivités et ses partenaires (notamment les gestionnaires et les partenaires économiques mais également, le Département, la Région et l'Etat) souhaitent s'engager, et un échéancier de mise en oeuvre
- la recherche des structures adéquates pour mener à bien ces actions ;
- le coût prévisionnel et le montage financier avec recherche des financements (autofinancement par les partenaires et financements externes possibles) pour mettre en oeuvre ces actions ;
- l'évaluation des actions prioritaires en fonction d'un cahier des charges rigoureux comprenant, entre autres, des éléments d'appréciation sur le montage financier, et le suivi dans le temps de leurs performances (système d'évaluation, qualité, impact) ;

La panoplie des actions retenues dans le document cadre, structurées et mises en cohérence, constituera la mise en oeuvre de la Charte Forestière de Territoire proprement dite, sur laquelle s'engageront les partenaires concernés.

Il est bien évident que si, globalement l'ensemble des principaux acteurs du territoire seront signataires de la charte, les actions retenues feront l'objet de conventions d'application particulières, ciblées entre les quelques partenaires concernés spécifiquement par les dites actions.

Les Rendus suivants seront fournis pour trame d'actions :

- Un programme cadre et des plans d'actions venant décliner les orientations et stratégies adoptées. Ce document inclura les mesures et modalités d'organisation et de contractualisation nécessaires pour assurer leur cohérence et leur mise en œuvre ainsi que les dispositions permettant d'évaluer les retombées des programmes d'actions (indicateurs de résultats) ;
- Des fiches-actions détaillant les actions qui feront l'objet de conventions particulières entre acteurs et comportant les éléments indiqués ci-dessus ;

3.3.4 La « mise en oeuvre concrète de la charte et son suivi »:

Pour le Comité de pilotage, il s'agit de porter les plans d'actions et le programme cadre retenu dans la charte, en présentant au financement les dossiers techniques issus des conventions d'application particulières.

Le bon déroulement des actions prévues par la charte, et leur suivi, sera sous la responsabilité du Comité de Pilotage qui devra continuer à se réunir périodiquement et préparer une évaluation à mi-parcours de la charte (selon la durée).

Cette phase de suivi, présuppose que les indicateurs de suivi (des indicateurs forestiers, économiques, environnementaux, évaluations périodiques) seront préalablement identifiés par trame d'actions.

4. LE RENDU FINAL SUR LA MISE EN OEUVRE DE LA CHARTRE

Le Comité de pilotage a eu pour mandat, entre janvier 2003 et décembre 2004 :

- La rédaction d'un rapport technique « charte forestière de territoire » qui est le reflet de toute la démarche d'étude-action. Ce document comporte plusieurs éléments :
 - un chapitre « le territoire du Haut Chablais » (cet état de la situation initiale, des problématiques, des atouts, des contraintes et des enjeux, permet de justifier la définition du territoire d'application de la charte) ;
 - un chapitre « Le contexte forestier » adaptées aux différentes échelles territoriales nécessaires ;
 - un chapitre « l'analyse complémentaire » expression des groupes de travail ayant contribué à l'élaboration du document cadre ;
 - un chapitre « Plan d'action de la charte », détaillant les modalités et les partenariats envisagés (techniques et financiers) ;
 - des documents cartographiques permettant de traduire au plan spatial le diagnostic et le document d'orientation, et le cas échéant les plans d'actions partenariaux ;
 - la définition des limites du périmètre et la liste des communes ou parties de celles-ci incluses dans le périmètre de la charte ;
 - le nom et le siège de la collectivité ou de l'organisme chargé de la coordination de la procédure ainsi que les modalités de suivi-évaluation de la charte sur plusieurs années ;
 - les structures porteuses des projets ;
 - les fiches-actions retenues, comportant les indicateurs de suivi et le cas échéant les projets de convention d'application ;

A l'avenir, le Comité de pilotage aura pour mandat de suivi de la Charte :

- Les consultations pour la signature du document cadre par les différents partenaires
- Le suivi et l'évaluation des actions engagées dans la période de validité de la Charte.

5. CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE D'UN PRESTATAIRE EXTERNE

En cas de nécessité, outre les éléments administratifs inhérents à ce type de consultation, le Comité de pilotage pourra être amené à se faire assister par un ou des prestataires externes afin de mener à bien les actions identifiées.

Le dossier de candidature du prestataire devra comporter les éléments suivants :

- . Une présentation des compétences du prestataire (ou groupement d'études) dans les 2 domaines suivants :
 - les démarches d'animation de groupes, d'accompagnement d'acteurs locaux, de concertation et de médiation de conflits. Le prestataire devra indiquer clairement ses références en la matière
 - les aspects forestiers, institutionnels, techniques : des compétences spécifiques dans le domaine de la gestion des forêts et de la filière bois ainsi que dans le domaine du suivi des politiques publiques.

Le prestataire qui ne possède pas en propre toutes ces compétences pourra s'adjoindre les services de prestataires sous-traitants (consultants individuels ou bureaux d'études). Il devra néanmoins clairement afficher les sous-traitances envisagées ;

- une note méthodologique précisant les modalités de son intervention en réponse au cahier des charges, incluant notamment un calendrier d'exécution ;

Le prestataire dans sa réponse, devra :

- préciser les modalités de consultation des acteurs qu'il envisage dans la phase d'assistance, compte tenu de la nature et de l'importance de ces acteurs,
 - se mettre en adéquation avec le calendrier de travail du Comité de pilotage.
- les CV des intervenants pressentis pour l'accompagnement de cette démarche et les moyens qui seront utilisés pour mener à bien la prestation ;
- un budget détaillé des coûts par phase d'assistance.

**ELEMENTS DETAILLES DU
DIAGNOSTIC
DE SEPTEMBRE 2003**

LES RENCONTRES POUR LE DIAGNOSTIC

Après 4 rencontres intercommunales en avril 2003, puis 21 réunions communales entre mai et juin 2003, 3 rencontres complémentaires ont été organisées en septembre 2003 avec les Chasseurs et ACCA, les professionnels de la forêt et de la filière bois, et les offices de tourisme et accompagnateurs en montagne.

Des contributions écrites complémentaires ont été recueillies par les animateurs de ce diagnostic.

357 personnes se sont exprimées dans le cadre de cette enquête. La moyenne de fréquentation des réunions a été de 15 personnes.

La synthèse des besoins identifiés et le détail des éléments et observations par Communes et organes associés au diagnostic sont présentés en suivant.

Au terme de ces rencontres, une restitution a été faite au Comité de pilotage, et la décision de consultation de 4 groupes de travail supplémentaires a été prise.

Chaque groupe de travail, avec une moyenne de participation de 20 membres, s'est réuni trois fois dans le premier semestre 2004.

Ces groupes de travail ont raisonné sur les 4 thèmes suivants :

- Le foncier,
- Les dessertes,
- La fiscalité,
- La multifonctionnalité.

Ce travail a permis d'élaborer et proposer les fiches actions de cette Charte forestière du Haut Chablais, fiches actions présentées dans les chapitres suivants.

**COMMUNES ADHERENTES
AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DU HAUT CHABLAIS**

diagnostic de l'état actuel de la forêt

BELLEVAUX

surface communale :	4 897 ha	surface boisée :	2 053 ha	taux de boisement :	41,92%
forêts publiques :	301 ha	14,66%	forêts privées :	1 752 ha	85,34%
réunion "diagnostic" organisée le	15/05/03		nombre de participants :	35	

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDES :

1 les impôts fonciers sont trop chers :

- . Les taxes foncières sur les parcelles de résineux sont nettement plus élevées que le rendement brut des parcelles, et cette situation ne fait qu'empirer, pour devenir dissuasives pour le propriétaire,
- . Des mesures fiscales, adaptées à la taille des parcelles rencontrées sur la communes, devraient être mises en place pour inciter à l'acquisition de parcelles voisines,

2 accès aux forêts et desserte :

- . De nombreux massifs ne sont pas équipés en routes forestières et pistes de débardage, en forêt communale et en forêt privée,

3 des conflits d'usage sur les accès :

- . Il n'est pas facile de faire cohabiter les différents utilisateurs des routes et pistes forestières,
- . La circulation des engins à moteurs de loisir doit pouvoir être limitée dans les secteurs sensibles,
- . L'exploitation forestière ne peut plus être réalisée en été, compte tenu de la fréquentation touristique,
- . Le propriétaire est pleinement responsable de tout accident qui pourrait survenir dans sa forêt,

4 organisation de la forêt privée :

- . Les propriétaires privés devront être regroupés pour assurer la gestion de leur forêt,
- . La gestion et l'exploitation des parcelles devra se faire de façon concertée entre voisins, mais qui doit l'organiser ?,
- . Comment appliquer la "gestion durable" aux parcelles de forêts privées,

5 des scieurs et des exploitants forestiers inquiets :

- . La concurrence est très forte sur le marché et les scieurs locaux ont du mal à conserver leur place,
- . Des produits finis en provenance de pays étrangers sont proposés sur le marché local à des prix très bas,
- . Les prochaines normes applicables au bois de charpente auront un effet catastrophique sur le marché "charpente",
- . Le métier d'exploitant forestier est de plus en plus difficile : de nombreux artisans arrêtent leur activité,

6 prendre en compte les caractéristiques de la forêt de montagne :

- . Il faut une aide à l'exploitation des coupes difficiles d'accès,
- . Les forêts qui ont un fort rôle de protection ne sont pas entretenues,
- . La gestion doit prendre en compte le rôle paysager des massifs boisés et la nécessaire biodiversité de la forêt,

LES IDÉES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Une aide à l'exploitation des forêts difficiles d'accès est indispensable",
- . "Les impôts fonciers sont nettement supérieurs au rendement actuel des parcelles boisées",
- . "La production de madriers-chalet a diminuée de 90 % entre 1999 et 2002",
- . "La politique forestière française n'est pas du tout adaptée à la réalité locale",
- . "Il faudrait mettre en place un Ministère de la forêt de montagne",
- . "Le propriétaire ne peut pas être responsable de tout accident pouvant survenir dans une de ses parcelles",

diagnostic de l'état actuel de la forêt

LULLIN

surface communale :	1 325 ha	surface boisée :	526 ha	taux de boisement :	39,70%
forêts publiques :	120 ha	22,81%	forêts privées :	406 ha	77,19%
réunion "diagnostic" organisée le	22/05/03		nombre de participants :	19	

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDES :

1 des forêts sinistrées non nettoyées :

- . Des parcelles cassées par la neige lourde de 1997 ou par les tempêtes de 1999 n'ont pas été exploitées et sont restées en l'état,
- . Des parcelles sinistrées ont été exploitées mais n'ont pas fait l'objet d'un reboisement,
- . Ces parcelles constituent des foyers pour le démarrage des attaques de "bostryches",

2 des massifs forestiers inaccessibles :

- . De nombreux massifs forestiers ne sont pas équipés en desserte (LE FORCHAT, CHEZ JACQUIN, BOIS DE LULLIN),
- . Des accès "sauvages" sont ouverts à l'occasion de coupes et sont abandonnés ensuite : ils ne sont pas réutilisables,
- . Les chemins utilisés pour l'exploitation forestière ne sont pas remis en état et ne peuvent plus être pratiqués par les promeneurs et randonneurs,
- . Le financement des accès à créer doit être supportable par les propriétaires desservis,

3 une forêt privée trop morcelée :

- . Les parcelles ont été partagées sur le plan de cadastre mais pas délimitées sur le terrain. Les limites ne sont pas connues,
- . Des mesures très incitatives doivent être proposées pour favoriser les achats ou échanges de parcelles voisines,

4 gestion "durable" de la forêt privée :

- . Les coupes doivent être organisées avec plusieurs propriétaires voisins afin de réaliser des coupes de jardinage sur plusieurs parcelles plutôt que des coupes à blanc sur une seule parcelle,
- . Le gibier cause de gros dégâts aux jeunes boisements : plantations ou régénérations naturelles qui sont intégralement détruits,
- . Le gibier détruit même les repousses naturelles de feuillus,

5 favoriser le bois local dans la construction :

- . La concurrence des bois d'importation est forte, même dans la construction,
- . Les futures normes de décharge des bois de charpente doivent être anticipées par les professionnels,
- . Le bois massif est déjà fortement concurrencé par d'autres produits,
- . Le bois local n'est pas du tout favorisé par rapport aux produits d'importation : grumes et produits finis,

LES IDÉES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Nombreux sont les propriétaires qui ne connaissent pas la situation et les limites de leurs parcelles de bois",
- . "Des coupes rases importantes limitent le rôle protecteur de la forêt notamment si elles ne sont pas replantées",
- . "Il faut organiser des coupes de jardinage entre propriétaires voisins",
- . "Le gibier cause de gros dégâts aux jeunes arbres et met en cause la pérennité des forêts",
- . "Les "structures départementales" empêchent les chasseurs locaux de ramener les populations de gibier à l'équilibre",
- . "Le bois local doit être favorisé dans la construction,"

diagnostic de l'état actuel de la forêt

REYVROZ

surface communale :	942 ha	surface boisée :	451 ha	taux de boisement :	47,88%
forêts publiques :	133 ha	29,49%	forêts privées :	318 ha	70,51%
réunion "diagnostic" organisée le	26/05/03		nombre de participants :	25	

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDES :

1 une trop faible valeur des bois :

- . Le prix de vente actuel des bois explique le manque d'intérêt et de motivation des propriétaires,
- . Aucune mesure efficace n'est mise en place en la matière alors qu'il faudrait une vraie politique de soutien à la filière,
- . Des nouveaux débouchés doivent être recherchés, notamment en bois énergie pour les sous-produits,

2 des massifs forestiers inaccessibles :

- . De nombreux massifs forestiers ne sont pas équipés en desserte (LES HERMONES),
- . Il faut un "schéma de desserte" pour éviter les aménagements sauvages et non réutilisables,
- . Les propriétaires ne pourront pas réaliser des investissements en travaux d'accès qui soient disproportionnés avec le rendement actuel des parcelles de bois, surtout dans les jeunes futaies,

3 une forêt privée trop morcelée :

- . Les frais de notaire empêchent l'achat de parcelles de bois par les propriétaires voisins,
- . La gestion des parcelles devra être organisée par massif, avec l'implication des différents propriétaires voisins,
- . Les propriétaires voisins devront également se regrouper pour réaliser des travaux d'entretien ou d'exploitation,
- . Les communes devront pouvoir acheter les parcelles de forêts délaissées,
- . Les propriétaires ne connaissent pas les limites de leurs parcelles,

4 gestion "durable" de la forêt privée :

- . Les coupes doivent être organisées avec plusieurs propriétaires voisins afin de réaliser des coupes de jardinage sur plusieurs parcelles plutôt que des coupes à blanc sur une seule parcelle,
- . Les coupes rases non replantées sont nombreuses,

5 un état sanitaire inquiétant :

- . De nombreuses attaques de "bostryches" ont été repérées et risquent de s'étendre à l'avenir,

6 des conflits d'usage :

- . De nombreux promeneurs fréquentent la forêt (LES HERMONES) et ont tendance à considérer que la forêt est à tout le monde,

LES IDÉES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "La charte forestière sera-t-elle dotée de moyens suffisant pour être efficace ?",
- . "Le "bois-énergie" pourrait être un débouché intéressant pour les sous produits des coupes",
- . "Moins de 10 % des propriétaires connaissent les limites de leurs parcelles de forêts",
- . "Moins de 10 % de la surface de la forêt privée est régulièrement entretenue",
- . "Les coupes d'affouage en forêt communale permettent de maintenir une culture forestière dans la commune",
- . "Il faut mettre en place un véritable plan de lutte contre le "bostryche", notamment en forêt privée morcelée",

diagnostic de l'état actuel de la forêt

VAILLY

surface communale :	1 889 ha	surface boisée :	867 ha	taux de boisement :	45,90%
forêts publiques :	378 ha	43,60%	forêts privées :	489 ha	56,40%
réunion "diagnostic" organisée le	19/05/03		nombre de participants :	15	

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDES :

1 plus d'activités "rurales" : agricoles ou forestières :

- . Les propriétaires ne connaissent plus leurs parcelles et ne les gèrent donc plus,
- . Les propriétaires n'habitent plus sur place, ou se retrouvent avec des parcelles de bois lors de l'acquisition d'une maison ou d'un terrain à bâtir, sans souci d'entretien de ces parcelles,
- . Les jeunes ne prennent pas le relais des anciens pour la gestion du patrimoine foncier, agricole et forestier,

2 un morcellement très important :

- . Les parcelles de forêt à vendre ont du mal à trouver preneur, même la commune n'est pas intéressée,
- . Les successions ne sont pas réglées et les comptes cadastraux restent en indivision depuis 2 ou 3 générations,
- . Le niveau actuel de l'impôt foncier n'incite pas à l'achat de parcelles de bois,

3 des parcelles boisées inaccessibles :

- . Des routes et pistes ont été aménagées en forêt communale mais pas en forêt privée : plusieurs massifs seraient donc à équiper, en relation avec les communes voisines de LA VERNAZ, de LULLIN et de BELLEVAUX,
- . Ces projets demandent un travail d'organisation et de concertation entre propriétaires voisins,
- . L'investissement à réaliser doit être supportable pour les propriétaires concernés,

4 gestion "durable" de la forêt privée :

- . Des quantités importantes de bois se perdent dans les forêts privées : il faudrait organiser des coupes entre plusieurs voisins,
- . Les coupes rases réalisées ne sont pas suivies de reboisement,
- . Les propriétaires sont responsables individuellement de ce non-entretien, en cas d'accident, mais aussi collectivement face à une forêt qui ne remplit plus ses fonctions,

5 des scieurs et des exploitants forestiers inquiets :

- . La concurrence est très forte sur le marché et les scieurs locaux ont du mal à conserver leur place,
- . Les prix de vente des bois sont à un niveau beaucoup trop faible,
- . La taille des scieries de la région ne leur permet pas d'investir : elles risquent de disparaître,
- . Le bois local n'est pas du tout favorisé par rapport aux produits d'importation : grumes et produits finis,
- . Il n'y a pas de marché pour les bois de deuxième choix, issus des coupes d'amélioration,

LES IDÉES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "La situation actuelle de l'agriculture et de la forêt posent un certain nombre de problèmes communs",
- . "Le bois ne vaut plus rien : le stère de bois de papeterie vaut le même prix qu'en 1960",
- . "La forêt privée n'est pas entretenue : seule 1% de la surface est correctement gérée",
- . "Les mesures d'incitation à l'achat de parcelles voisines doivent être particulièrement attractives",
- . "Il y avait trois scieries à VAILLY, aujourd'hui : 0",
- . "Les actions à mettre en place devront être dotées de moyens suffisants et durer sur plusieurs années",
- . "Même la commune n'a plus les moyens d'entretenir sa forêt",

**COMMUNES ADHERENTES A LA
COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE LA VALLEE D'AULPS**

diagnostic de l'état actuel de la forêt

LA BAUME

surface communale :	1 691 ha	surface boisée :	802 ha	taux de boisement :	47,43%
forêts publiques :	667 ha	83,17%	forêts privées :	135 ha	16,83%
réunion "diagnostic" organisée le	22/05/03		nombre de participants :	5	

LES PRINCIPAUX THEMES ABORDES :

1 accès aux forêts. Desserte :

- . Besoin de dessertes : NICODEX et OUZON pour pouvoir vendre des bois,
- . Besoin d'aides pour dessertes et coupes difficiles,
- . Modernisation de certains tronçons de routes pour les adapter aux grumiers et au transport des bois en toutes longueurs,

2 valeur des bois :

- . La vente des bois est fondamentale pour le budget communal,
- . Pas de mise en concurrence des lots mis en vente en forêt privée,
- . Aides pour l'exploitation des coupes difficiles (câbles),

3 filière bois :

- . Pas d'équipes de câblistes locales : perte de compétences,

4 patrimoine et environnement :

- . Maintenir le paysage ouvert en débroussaillant les alpages,
- . Entretien des sentiers de plus en plus difficiles pour des raisons financières,
- . Perte de certains sentiers,

LES IDEES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Adapter les aides aux réalités locales : zone de montagne...",
- . "Penser "câble" pour l'exploitation de certains massifs,
- . "Maintenir le patrimoine des sentiers de gestion".

diagnostic de l'état actuel de la forêt

LA COTE D'ARBROZ

surface communale :	1 224 ha	surface boisée :	254 ha	taux de boisement :	20,75%
forêts publiques :	83 ha	32,68%	forêts privées :	171 ha	67,32%
réunion "diagnostic" organisée le	10/06/03		nombre de participants :	14	

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDES :

1 une forêt privée extrêmement morcelée :

- . Les parcelles de forêt sont de très petite taille : souvent moins de 1 000 m², voir même 200 m²,
- . La plupart des comptes cadastraux sont en indivision, avec des partages non réalisés depuis 2 ou 3 générations,
- . Certains comptes cadastraux n'ont plus de réel propriétaire : successions non réglées,
- . Au moins 80 % des propriétaires forestiers n'habitent pas dans la commune,
- . Un important travail de réorganisation foncière doit être entrepris, avec de fortes incitations aux ventes, achats et échanges de parcelles. Le montant des frais de notaire étant particulièrement dissuasifs,
- . Les propriétaires devront être organisés en "groupements de gestion" par secteurs, afin de réaliser des coupes et des travaux d'entretien de la forêt,

2 une forêt mal exploitée:

- . Compte-tenu de la taille unitaire des parcelles, les coupes sont souvent réalisées à blanc. Ces parcelles ne sont pas reboisées et restent en l'état de friches,
- . Les attaques de "bostryches" sont nombreuses. Une minorité de parcelles sont exploitées : restent posés le problème du nettoyage de ces parcelles puis de leur reconstitution,
- . Les plantations réalisées dans les années 1960 à 1970, comme les parcelles qui se sont enrésinnées naturellement, ne font pas l'objet de travaux d'éclaircies,
- . Le mélange d'essences feuillues dans les parcelles de résineux favoriserait leur stabilité et leur état sanitaire,

3 une gestion à organiser en forêt privée :

- . Des "groupements de gestion", constituées de parcelles voisines sont nécessaires pour réaliser l'entretien de la forêt privée,
- . La gestion doit être organisée afin de réaliser des coupes de jardinage sur plusieurs parcelles à la fois,

4 de nouveaux débouchés pour le bois :

- . Le bois local doit être favorisé dans la construction,
- . Les produits de la forêt, non, commercialisables en charpente, seraient avantageusement utilisés en "bois-énergie" pour le chauffage,

LES IDÉES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Les parcelles de forêts privées ont une surface moyenne de moins de 500 m²",
- . "80 % des propriétaires forestiers n'habitent pas dans la commune",
- . "De nombreuses indivisions familiales en sont aujourd'hui à la troisième génération",
- . "Moins de 10 % de la surface totale de la forêt est entretenue",
- . "Certains équipements empêchent l'exploitation forestière : notamment les lignes électriques",

diagnostic de l'état actuel de la forêt

LA FORCLAZ

surface communale :	404 ha	surface boisée :	215 ha	taux de boisement :	53,22%
forêts publiques :	137 ha	63,72%	forêts privées :	78 ha	36,28%
réunion "diagnostic" organisée le	12/06/03		nombre de participants :	3	

LES PRINCIPAUX THEMES ABORDES :

1 valeur des bois :

- . Coût de l'impôt foncier trop important,
- . Idées reçues des propriétaires sur la valeur des biens forestiers : pas d'information sur la réalité,

2 accès aux forêts. Desserte :

- . Besoin de quelques améliorations,
- . Difficulté de motiver les propriétaires pour des projets, avec un manque de motivation générale vis à vis de la forêt,

3 conflits d'usage :

- . Fréquentation importante du public en forêt,

4 patrimoine et environnement :

- . Pas de gestion de la forêt privée,
- . Pas de problème phytosanitaire,

LES IDEES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Mettre au même niveau l'impôt foncier sur le territoire",
- . "Intégrer la forêt dans les politiques du Conseil Général et du Conseil Régional",
- . "La Charte ne serait-elle pas le moyen trouvé par l'Etat d'inventorier le patrimoine de chacun ?".

diagnostic de l'état actuel de la forêt

LA VERNAZ

surface communale :	778 ha	surface boisée :	407 ha	taux de boisement :	52,31%
forêts publiques :	134 ha	32,92%	forêts privées :	273 ha	67,08%
réunion "diagnostic" organisée le 03/06/03			nombre de participants : 6		

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDES :

1 des massifs forestiers inaccessibles :

- . Une seule piste forestière existe, dans la forêt du Jotty,
- . Des pistes de débardage seraient nécessaires : elles devront se faire en collaboration entre la forêt communale et la forêt privée,
- . L'investissement des propriétaires devra être limité au rendement effectif de leur forêt,
- . Les forêts sont situées sur des terrains en pente qui sont difficiles à exploiter : traditionnellement cette exploitation se faisait par lançage ou par câblage,
- . Des massifs ne seront exploitables que par hélicoptère ou par câblage,

2 une forêt nettement sous exploitée :

- . De nombreuses parcelles n'ont pas fait l'objet de coupes depuis 40 ou 50 ans : on y rencontre de très gros bois, souvent déprissants,
- . Les propriétaires ne connaissent pas les limites de leurs parcelles de bois,
- . Des parcelles ont été coupées à blanc et n'ont pas fait l'objet de reboisement,
- . Les coupes à réaliser devront être prudentes, compte tenu de la pente et du rôle de protection des forêts,
- . Comment exploiter les parcelles de forêt situées en amont de la route de THONON à MORZINE ?

3 une forêt privée trop morcelée :

- . Les propriétaires ne connaissent pas les limites de leurs parcelles,
- . La gestion doit être organisée afin de réaliser des coupes de jardinage sur plusieurs parcelles à la fois,

4 un trop faible prix de vente des bois :

- . Seul un niveau correct de prix de vente des bois peut motiver les propriétaires à entretenir leurs parcelles,
- . Il faut favoriser nettement l'utilisation du bois local dans la construction,

LES IDÉES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Une aide à l'exploitation des forêts difficiles d'exploitation est indispensable",
- . "Le regroupement des propriétaires voisins est indispensable, même si certaines réticences sont rencontrées",
- . "Les parcelles exploitées à blanc doivent être obligatoirement replantées, sans délai",
- . "Les forêts inexploitées depuis longtemps ne jouent plus leur rôle de protection",
- . "Il existe un véritable risque pour les infrastructures en aval de ces massifs inexploités : maisons, routes...",

diagnostic de l'état actuel de la forêt

LE BIOT

surface communale :	1 318 ha	surface boisée :	571 ha	taux de boisement :	43,32%
forêts publiques :	345 ha	60,42%	forêts privées :	226 ha	39,58%
réunion "diagnostic" organisée le	26/05/03		nombre de participants :	9	

LES PRINCIPAUX THEMES ABORDES :

1 valeur des bois :

- . Concurrence avec la Suisse (Bois livrés à 60 eu. - effet pervers des subventions ???),
- . Difficultés d'exploitation, exploitation coûteuse,
- . Facilité pour les artisans d'acheter des produits standards,
- . La gestion est tributaire des ventes de bois,

2 accès aux forêts. Desserte :

- . Terrain difficile,
- . Secteurs à desservir : LES CHABLES, TROU DE DROUZIN, ...,
- . Enrésinements en bas de la "vielle forêt" bloquant l'exploitation : risage impossible),

3 patrimoine et environnement :

- . Enrésinements qui ferment le paysage,
- . Forêt en protection sur certaines routes : Gestion coûteuse, impossible sans aides extérieures,
- . Entretien des sentiers pour la gestion forestière mais surtout pour le tourisme,

4 une forêt privée très morcelée :

- . Parcelles de forêts pas toujours connues et délimitées,
- . Morcellement très fort sur la commune,
- . Besoin d'un porteur de projet, d'un animateur pour mener à bien des regroupements de propriétaire,

5 conflits d'usage :

- . Urbanisation sur le Corbier qui empêche toute exploitation,
- . Entretien des lignes EDF : pose le problème des volumes importants de rémanents et risques inhérents,

LES IDEES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Comment rééquilibrer les économies sans marchandisation de la forêt ?",
- . "Adapter les aides : forêt de protection, exploitabilité, ...",
- . "Besoin d'un animateur foncier sur le schéma des actions menées en alpages",
- . "Tester une opération "ECIF"".

diagnostic de l'état actuel de la forêt

MONTRIOND

surface communale :	2 471 ha	surface boisée :	853 ha	taux de boisement :	34,52%
forêts publiques :	514 ha	60,26%	forêts privées :	339 ha	39,74%
réunion "diagnostic" organisée le	19/06/03		nombre de participants :	16	

LES PRINCIPAUX THEMES ABORDES :

1 patrimoine et environnement :

- . Le problème phytosanitaire lié au "bostryche" inquiète par son ampleur grandissante,
- . Fermeture des paysages,
- . Pas de classement des zones forestières selon leur vocation, pas de lien avec l'urbanisme,
- . Impact négatif du ski sur la forêt,

2 une forêt privée très morcelée :

- . Parcelles de forêts pas toujours connues et délimitées,
- . Comment gérer ce problème avec des propriétaires très ancrés sur le droit de propriété ?,
- . L'indivision est une plaie,
- . Manque une animation foncière locale,

3 accès aux forêts. Desserte :

- . Pas de desserte en forêt privée (rive droite du lac de Montriond),
- . Réalisation de pistes sans études préalables : risque accru de déstabiliser les versants,
- . Supprimer les pistes en impasse,
- . Améliorer les points noirs,
- . Augmenter les niveaux quantitatif et qualitatif de la desserte en zone touristique,
- . Pas d'aides financières pour des réalisations de pistes par l'exploitant : Création au plus court à faible coût,

4 filière bois :

- . Exploitation forestière est pénalisée par le tourisme,

5 valeur des bois :

- . Surcoûts liés aux besoins touristiques, empilage de branches par exemple, de plus en plus difficilement pris en charge par l'économie forestière.

LES IDEES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Fixer la limite de la forêt pour maintenir des paysages ouverts",
- . "Plan de gestion spécifique dans les zones à enjeu touristique",
- . "Régler le problème de l'indivision",
- . "Limiter la pression du tourisme sur les activités forestières".

diagnostic de l'état actuel de la forêt

SAINT JEAN D'AULPS

surface communale :	4 019 ha	surface boisée :	1 442 ha	taux de boisement :	35,88%
forêts publiques :	905 ha	62,76%	forêts privées :	537 ha	37,24%
réunion "diagnostic" organisée le	11/06/03		nombre de participants :	30	

LES PRINCIPAUX THEMES ABORDES :

1 une forêt privée très morcelée :

- . Parcelles de forêts pas toujours connues et délimitées,
- . Pas d'organisation des propriétaires privés,
- . Pas d'information des propriétaires privés : manque un animateur local,

2 accès aux forêts. Desserte :

- . Mauvaise desserte forestière sur le territoire communal, avec beaucoup de pistes entraînant un fort coût de trainage,
- . Forêt privée morcelée,
- . Plusieurs massifs inaccessibles,
- . Desserte réalisée par l'acheteur des bois : limitation de coût, mais utilisation très ponctuelle,
- . Besoin d'un réseau structuré avec l'aménagement de routes puis de bretelles,

3 conflits d'usage :

- . Urbanisation en bas de la forêt avec la perte des arrivées de câbles,
- . Entretien des massifs (ordures, etc),

4 filière bois :

- . Inadaptation des conditions d'exploitation avec les produits recherchés par les acheteurs : les billons de 4 m, châblés, ne trouvent pas preneur,

5 patrimoine et environnement :

- . Renouveau de la forêt de protection n'est pas assuré,
- . Problème phytosanitaire : comment répondre ? Quel financement ?,

LES IDEES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Mettre à contribution les anciens pour retrouver les limites",
- . "Politique communale de maîtrise d'œuvre des dossiers desserte",
- . "Privilégier les routes forestières : plus coûteuses mais répondant à diverses utilisations. Besoins de financements externes à la forêt",
- . "Acquisition de parcelles par la commune : comment l'organiser ?",
- . "Animation autour des projets forestiers",
- . "Baisser les impôts fonciers",
- . "Prendre des mesures pour que la forêt ne coûte rien à son propriétaire",

diagnostic de l'état actuel de la forêt

SEYTROUX

surface communale :	1 844 ha	surface boisée :	892 ha	taux de boisement :	48,37%
forêts publiques :	333 ha	37,33%	forêts privées :	559 ha	62,67%
réunion "diagnostic" organisée le	12/06/03		nombre de participants :	25	

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDES :

1 des massifs forestiers à desservir :

- . Les forêts ne peuvent être entretenues que si elles sont accessibles : des aménagements sont encore à réaliser,
- . Les projets de desserte de massifs forestiers doivent être vus de façon intercommunale,
- . Les investissements correspondants doivent être supportables par les propriétaires concernés, en fonction du rendement des parcelles desservies,
- . Les projets de desserte, y compris l'animation foncière correspondante, doivent être étudiés rapidement et efficacement,
- . Les financements accordés pour ces investissements doivent être garantis et pérennes,

2 des bois de trop faible valeur :

- . Le niveau actuel de vente des bois ne permet pas au propriétaire d'entretenir ses parcelles,
- . Il faut fortement inciter les propriétaires de parcelles sinistrées, par les tempêtes ou le "bostryche" à les reconstituer,

3 la forêt privée handicapée par le morcellement :

- . Les parcelles de forêt ne sont pas bien délimitées, même dans les massifs connus. Il faudrait redélimiter ces parcelles avant d'envisager leur gestion,
- . Dans certains massifs, les limites des parcelles ne sont plus connues du tout. La redélimitation de ces parcelles n'est pas réalisable, compte-tenu de son coût,

4 une gestion à organiser en forêt privée :

- . Des "unités de gestion", constituées de parcelles voisines sont nécessaires pour réaliser l'entretien de la forêt privée,
- . Les "sociétés anciennes", issues du droit Sarde, sont un bon exemple d'unités de gestion,
- . La gestion doit être organisée afin de réaliser des coupes de jardinage sur plusieurs parcelles à la fois,

5 le multi-usage des accès en forêt :

- . La fréquentation en forêt est importante, sur les routes et les sentiers : la responsabilité civile du propriétaire ne doit pas être engagée pour ces activités,

LES IDÉES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Les services techniques de la forêt privée n'ont pas les moyens de répondre aux demandes des propriétaires forestiers",
- . "La bonne gestion des massifs forestiers passe par trois étapes successives :
 1. L'aménagement d'un réseau de desserte dans le massif,
 2. La reconnaissance et la délimitation des parcelles,
 3. La constitution d'une unité de gestion,"
- . "Là où les parcelles ne sont pas reconnues : refaire des "sociétés anciennes",
- . "Les propriétaires seront plus prêts à s'associer pour une gestion commune que vendeurs de leurs parcelles",
- . "Il faut entretenir les zones en friche, en limite entre l'espace agricole et forestier",

**COMMUNES ADHERENTES
AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE LA VALLEE D'ABONDANCE**

diagnostic de l'état actuel de la forêt

ABONDANCE

surface communale :	5 884 ha	surface boisée :	1 481 ha	taux de boisement :	25,17%
forêts publiques :	841 ha	56,79%	forêts privées :	640 ha	43,21%
réunion "diagnostic" organisée le	12/05/03		nombre de participants :	11	

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDES :

1 une forêt privée très morcelée :

- . Organiser les propriétaires voisins : conditions favorables sur le plan technique et financier,
- . Achats - ventes - échanges de parcelles : marché non organisé et très limité. Frais de notaire trop importants,
- . Parcelles de forêts pas toujours connues et délimitées,

2 valeur des bois :

- . Concurrence forte des bois d'importation et des nouveaux produits (contre-collés) sur le marché local,
- . Inciter à l'utilisation du bois local,
- . Aides pour l'exploitation des coupes difficiles,

3 accès aux forêts. Desserte :

- . La forêt communale est accessible, mais la forêt privée est nettement sous équipée,
- . Besoin de routes forestières (SOUS LE PAS) à aménager en forêts privées à condition de solutionner les problèmes fonciers et de financement,
- . Manque de places de dépôt sur les routes forestières,
- . Chemins forestiers qui changent de destination : parcelles de forêts qui se retrouvent enclavées,

4 conflits d'usage :

- . Sur l'utilisation des accès : agriculteurs, exploitants forestiers, touristes, chasseurs...
- . Sur les passages "traditionnels" des engins agricoles et forestiers : remise en vigueur du droit d'usage coutumier du 01 novembre au 01 mai,
- . Sur les périodes d'exploitation forestière : exclusion en été et en hiver, voir en période de chasse,

5 filière bois :

- . Statut des entrepreneurs saisonniers,
- . Avenir des entreprises d'exploitation forestière,

6 patrimoine et environnement :

- . Secteurs forestiers non exploités ne jouent plus leur rôle de protection (SOUS JORAT),
- . Extension des enrésinements naturels sur des parcelles agricoles,
- . La gestion forestière patrimoniale des anciens n'est pas réalisée,

LES IDÉES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Taxer la non-gestion et la non-exploitation de la forêt",
- . "Cartographier et quantifier les zones forestières difficiles d'exploitation",
- . "Avenir de la filière bois ? Besoin d'un bilan spécifique",
- . "Adapter les aides aux réalités locales : morcellement, zone de montagne...",
- . "Avoir une garantie du long terme des actions et des financements correspondants",
- . "Le tourisme vend un espace forestier important, accueillant et entretenu..."

diagnostic de l'état actuel de la forêt

BONNEVAUX

surface communale :	782 ha	surface boisée :	426 ha	taux de boisement :	54,48%
forêts publiques :	251 ha	58,92%	forêts privées :	175 ha	41,08%
réunion "diagnostic" organisée le	04/06/03		nombre de participants :	5	

LES PRINCIPAUX THEMES ABORDES :

1 accès aux forêts. Desserte :

- . Massifs non desservis, pas de routes possibles : Câbles obligatoires,
- . Dégradation des infrastructures suite aux exploitations,
- . Utilisations multiples des pistes avec une vocation initiale uniquement forestière,

2 une forêt privée très morcelée :

- . Pas de problème en forêt publique,
- . Forêt privée morcelée,
- . Besoin d'un porteur de projet, d'un animateur pour mener à bout un regroupement de propriétaires,

3 valeur des bois :

- . Concurrence du bois suisse,
- . Bois, c'est 30 % du budget communal : pas de vente en ce moment ...,
- . Baisse de la concurrence entre acheteurs par la mise en route de groupement d'achat,

4 filière bois :

- . Dévalorisation du travail en forêt, l'économie forestière ne paie plus le travail,
- . Risques sur la profession avec l'évolution des normes : non adaptation du produit transformé,

5 conflits d'usage :

- . Chasseurs, utilisateurs mais pas payeurs,

6 patrimoine et environnement :

- . Le renouvellement de la forêt de protection n'est pas assuré,
- . Boisement et fermeture du paysage,
- . Problème phytosanitaire : manque de réactivité lié à un manque de personnels,

LES IDEES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Regroupement des vendeurs de bois pour une politique de vente des bois",
- . "Créer la pénurie de bois",
- . "Label Epicéa de Haute Savoie",
- . "Supprimer la vente de bois de charpente pas sec, qui bouge et qui travaille",
- . "Massification avec un travail sur les routes et aides financières sur le câble",

diagnostic de l'état actuel de la forêt

CHATEL

surface communale :	3 219 ha	surface boisée :	1 105 ha	taux de boisement :	34,33%
forêts publiques :	1 023 ha	92,58%	forêts privées :	82 ha	7,42%
réunion "diagnostic" organisée le	16/05/03		nombre de participants :	8	

LES PRINCIPAUX THEMES ABORDES :

1 patrimoine et environnement :

- . Problème de gestion globale : La forêt "n'est plus entretenue",
- . Moins d'exploitations, moins de gens utilisant le bois, coupes laissant beaucoup de rémanents,
- . Manque de filière d'utilisation de tous les produits de la forêt,
- . Le "Devant de Chatel" est le cas typique du rôle de protection que la forêt doit assurer.

2 conflits d'usage :

- . Sur l'utilisation des accès : agriculteurs, exploitants forestiers, touristes, chasseurs...
- . Sur les périodes d'exploitation forestière : exclusion en été et en hiver,
- . Chemins forestiers qui changent de destination,
- . La commune finance les remises en état, mais les nouvelles dégradations sont faites rapidement,
- . Fortes contraintes liées au tourisme,
- . Découragement des exploitants forestiers face aux contraintes,

3 valeur des bois :

- . Perte de parts de marché : "les maçons n'utilisent plus de bois de coffrage",
- . Concurrence forte des bois d'importation et des nouveaux produits (contre-collés) sur le marché local,
- . Pas d'aides pour l'exploitation des coupes difficiles,

4 filière bois :

- . Perte de compétitivité des scieries face à l'Autriche et l'Europe du nord,
- . Avenir des entreprises d'exploitation forestière non assuré,

LES IDEES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Création d'un écomusée autour d'une scierie",
- . "Développer la filière Bois Energie",
- . "Obligation de gestion des forêts privées",
- . "Favoriser la desserte par des routes à camions bien étudiées",
- . "Comment redonner une valeur au bois ?",
- . "Adapter les aides aux réalités locales".

diagnostic de l'état actuel de la forêt

CHEVENOZ

surface communale :	1 054 ha	surface boisée :	427 ha	taux de boisement :	40,51%
forêts publiques :	135 ha	31,62%	forêts privées :	292 ha	68,38%
réunion "diagnostic" organisée le	13/05/03		nombre de participants :	12	

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDES :

1 des forêts abandonnées et non exploitées :

- . Les propriétaires ne sont plus intéressés par la gestion de leurs parcelles boisées,
- . De nombreux propriétaires seraient vendeurs de leurs parcelles,
- . Les frais de notaire sont beaucoup trop élevés,
- . Certains massifs ne sont pas exploités depuis de nombreuses années, notamment dans les zones en pente,
- . Les attaques de "bostryches" sont nombreuses,

2 valeur des bois :

- . Concurrence forte des bois d'importation et des nouveaux produits (contre-collés) sur le marché local,
- . Inciter à l'utilisation du bois local,
- . L'intérêt des propriétaires pour la gestion forestière est lié au niveau de prix de vente des bois,

3 accès aux forêts. Desserte :

- . La forêt privée est mal desservie (LE FION),
- . Les exploitations forestières causent de nombreux dégâts aux arbres réservés et aux parcelles voisines,

4 organisation de la forêt privée :

- . Les propriétaires privés devront être regroupés pour assurer la gestion de leur forêt,
- . Il sera difficile de convaincre les récalcitrants,
- . Les parcelles sont de très petite taille,

5 environnement et protection :

- . Plusieurs périmètres de protection de sources d'eau potable se situent en forêt,

LES IDÉES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Il faut pouvoir convaincre les propriétaires privés de se regrouper pour la gestion de leurs parcelles",
- . "Des actions seront difficiles à mener si le bois ne retrouve pas une meilleure valeur",

diagnostic de l'état actuel de la forêt

LA CHAPELLE D'ABONDANCE

surface communale :	3 785 ha	surface boisée :	1 348 ha	taux de boisement :	35,61%
forêts publiques :	1 245 ha	92,36%	forêts privées :	103 ha	7,64%
réunion "diagnostic" organisée le	14/05/03		nombre de participants :	7	

LES PRINCIPAUX THEMES ABORDES :

1 filière bois :

- . Avenir non assuré compte tenu du manque de main d'œuvre et de jeunes formés,
- . Avenir non assuré par la concurrence de produits finis européens,
- . Dévalorisation du travail manuel - travail sous-payé au regard de sa pénibilité,
- . La pénibilité du travail n'est pas pris en compte par les prescripteurs : une route forestière pourrait simplifier le travail en forêt mais les dossiers de création de routes ne sont pas réfléchis sous cet angle.

2 accès aux forêts. Desserte :

- . La forêt privée est sous équipée,
- . Création de route forestière non concertée. Cette création ne résoud pas tous les problèmes,
- . Pas de regroupement des propriétaires : manque de moyens d'animation, d'information, d'aides techniques,

3 valeur des bois :

- . Concurrence forte des bois d'importation,
- . Valoriser le produit final : ce doit être le rôle moteur de la filière et des prescripteurs,
- . Manque de moyens pour la gestion courante de la forêt,
- . Surcoûts lié aux besoins touristiques (empilage de branches) de plus en plus difficilement pris en charge par l'économie forestière.

4 patrimoine et environnement :

- . Supprimer les Gros Bois en forêt, pour limiter les risques sur la qualité du bois et correspondre aux besoins futurs des scieurs qui rechercheront de Bois Moyens,
- . Intensification de la récolte de bois par des coupes rases suivies de plantations.

LES IDEES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Revoir la représentativité de la filière bois dans le comité de pilotage",
- . "Associer à la démarche "Charte" les prescripteurs : CAPEB notamment",
- . "L'économie forestière et la gestion forestière bénéficient à d'autres économies sans contrepartie".

diagnostic de l'état actuel de la forêt

VACHERESSE

surface communale :	3 102 ha	surface boisée :	1 109 ha	taux de boisement :	35,75%
forêts publiques :	857 ha	77,28%	forêts privées :	252 ha	22,72%
réunion "diagnostic" organisée le	21/05/03		nombre de participants :	9	

LES PRINCIPAUX THEMES ABORDES :

1 une forêt privée très morcelée :

- . La maîtrise foncière est déjà une politique communale,
- . Parcelles de forêts pas toujours connues et délimitées,
- . Organiser les propriétaires voisins : conditions favorables sur le plan technique et financier,

2 conflits d'usage :

- . Perte des droits de passage : non cadastrés, pas d'actes, pas de références,
- . Urbanisation proche de la forêt,
- . Enrésinements en bas de forêt bloquant l'exploitation : risage impossible,

3 valeur des bois :

- . Concurrence forte des bois Suisses. réflexion autour de ce thème : incidence des subventions en Suisse,
- . Redonner une marge économique au produit Bois,
- . Aides pour l'exploitation des coupes difficiles (câbles et hélicoptère), la commune ayant encore de beaux bois mais mal placés,

4 accès aux forêts. Desserte :

- . Chemins forestiers qui changent de destination : perte de la vocation forestière bien que ces accès aient été créé avec des financement forestiers,
- . Manque de places de dépôt sur les routes forestières,
- . Lien entre Forêt communale et privés : des projets existent mais sont bloqués par des problèmes d'entente,
- . Problème de l'entretien de l'infrastructure sur le privé,

5 patrimoine et environnement :

- . Extension des enrésinements naturels sur des parcelles agricoles : aberration de ces aides,
- . Entretien ligne EDF : pose le problème des volumes importants de rémanents et risques inhérents,

LES IDEES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Légiférer pour l'interdiction de morceller des parcelles forestières",
- . "Etablir un plan de zonage opposable au tiers pour redéfinir les servitudes et droits de passages",
- . "Tester une opération d'ECIF",
- . "Adapter les aides",
- . "Intégrer la forêt dans l'aménagement du territoire",
- . "Conseils aux propriétaires privés".

**COMMUNES NON ADHERENTES
A DES STRUCTURES INTERCOMMUNALES**

diagnostic de l'état actuel de la forêt

LES GETS

surface communale :	2 998 ha	surface boisée :	982 ha	taux de boisement :	32,76%
forêts publiques :	361 ha	36,76%	forêts privées :	621 ha	63,24%
réunion "diagnostic" organisée le	17/06/03		nombre de participants :	22	

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDES :

1 une forêt privée morcellée :

- . Les parcelles de forêt sont de petite taille,
- . Les propriétaires ne connaissent plus les limites de ces parcelles pour au moins la moitié d'entre eux,
- . De nombreux propriétaires seraient vendeurs de leurs parcelles, à condition de trouver un acheteur intéressé,
- . Un programme de réorganisation foncière ambitieux est demandé,
- . Les impôts et taxes appliqués sur la forêt sont trop lourds pour les propriétaires,

2 des parcelles non entretenues :

- . Les parcelles de forêts ne sont pas entretenues et sont donc en très mauvais état,
- . Certains secteurs devraient être entretenus en priorité, notamment dans les secteurs fréquentés par les touristes,
- . Les coupes rases ne sont pas suivies de travaux de nettoyage et de reboisement et laissées en friche,
- . Des zones en friche et des enrésinements naturels sont complètement abandonnés et en piteux état,
- . L'enrésinement naturel des parcelles "bouche" l'espace au détriment des autres activités,

3 des conditions d'exploitation difficiles : multi usage des accès :

- . La forêt communale est accessible, par contre la forêt privée est notablement sous équipée en desserte,
- . De nombreuses pistes forestières ne sont pas praticables : en mauvais état ou transformées en sentiers de randonnées ou pistes de V.T.T.,
- . Les coupes ne peuvent être réalisées en été, compte tenu de la fréquentation touristique sur les chemins et sentiers (promeneurs et V.T.T.),

4 une gestion à organiser en forêt privée :

- . Des "unités de gestion", constituées de parcelles voisines sont nécessaires pour réaliser l'entretien de la forêt privée,
- . Les coupes doivent être de jardinage et respecter "une gestion durable de la forêt",

5 utiliser le "bois-énergie" :

- . Les produits qui doivent être exploités en forêt pour le nettoyage et l'entretien des parcelles peuvent servir à alimenter des chaufferies au bois,

LES IDÉES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Les touristes regrettent une forêt très mal entretenue et en mauvais état",
- . "Il y a une urgence forte à nettoyer les forêts, notamment dans certains secteurs considérés comme sensibles",
- . "Des mesures de réorganisation foncière sont indispensables",
- . "Les propriétaires vendeurs de leurs parcelles de bois doivent pouvoir trouver des acheteurs",
- . "Il faut constituer des sociétés entre propriétaires voisins pour créer des unités de gestion",
- . "La taxe de séjour, qui finance des bacs à fleurs, devrait aussi servir à l'entretien des forêts",

diagnostic de l'état actuel de la forêt

MORZINE

surface communale :	4 410 ha	surface boisée :	1 192 ha	taux de boisement :	27,03%
forêts publiques :	451 ha	37,84%	forêts privées :	741 ha	62,16%
réunion "diagnostic" organisée le	27/05/03		nombre de participants :	32	

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDÉS :

1 des massifs forestiers inaccessibles :

- . De nombreux massifs forestiers ne sont pas équipés en desserte,
- . Des massifs présentent des conditions d'exploitation difficiles : traditionnellement les bois étaient "châblés" et ils ne peuvent plus l'être compte tenu de l'urbanisation en aval de la forêt et le long des routes,
- . Les propriétaires et les exploitants refusent de prendre des risques important pour des bois de faible valeur,
- . Les exploitations sont réalisées dans des conditions difficiles, avec de nombreux dégâts aux chemins existants,

2 une forêt en très mauvais état :

- . Les parcelles de forêts privées sont de toute petite surface unitaire,
- . Les propriétaires ne connaissent plus les limites de leurs parcelles de bois,
- . Des parcelles ont été coupées à blanc et n'ont pas fait l'objet de reboisement,
- . Les secteurs en limite forêt / alpage sont très embroussaillés : envahissement par l'Aulne vert,
- . La forêt ne joue plus son rôle de protection du fait de son mauvais état sanitaire : risques importants en amont des secteurs habités,

3 une forêt privée trop morcelée :

- . Les propriétaires ne connaissent pas les limites de leurs parcelles,
- . La gestion des parcelles devra être organisée par massif dans le cadre d'associations de gestion,
- . Les propriétaires voisins devront également se regrouper pour réaliser des travaux d'entretien ou d'exploitation,

4 quelques conflits d'usage :

- . Des restrictions d'exploitation s'appliquent l'été et l'hiver,
- . Les VTTistes réclament des chemins en très bon état et acceptent mal les travaux d'exploitation forestière,
- . La responsabilité civile des propriétaires pour tout accident en forêt est très lourde,

5 un état sanitaire inquiétant :

- . De nombreuses attaques de "bostryches" ont été repérées et risquent de s'étendre à l'avenir,

LES IDÉES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Moins de 10 % de la surface de la forêt est exploitable dans des conditions acceptables",
- . "Le rôle de protection de la forêt n'est plus assuré, compte tenu de l'état de certains massifs",
- . "Un inventaire précis de l'état des massifs dans tous les secteurs à enjeux est nécessaire",
- . "Il faut une incitation forte des propriétaires pour la remise en état des parcelles exploitées et non replantées",
- . "Face aux attaques de "bostryches", il faut les moyens d'intervenir en forêts privées, même sans l'aval du propriétaire",
- . "Les zones de friches ont dangereusement tendance à s'étendre en limite forêt / alpage",

CONSULTATIONS COMPLEMENTAIRES

diagnostic de l'état actuel de la forêt

Les Chasseurs et ACCA

20 invitations

réunion "diagnostic" organisée le 09/09/03

nombre de participants : 7

LES PRINCIPAUX THEMES ABORDES :

1 patrimoine et environnement :

- . Le niveau d'entretien des forêts baisse : beaucoup de rémanents en forêt et de chablis,
- . Avancée trop importante de la forêt sur les pâturages,
- . La non gestion remet en cause le rôle de protection de la forêt,
- . Certaines ACCA contribuent à l'entretien de l'espace par des corvées : C'est une pratique qui se maintient,
- . Pas de pression de la faune sur les écosystème forestiers (sauf à SEYTROUX ?),

2 accès aux forêts. Desserte :

- . L'accès en forêt ne pose pas de problèmes,

3 une forêt privée très morcelée :

- . Parcelles de forêts pas toujours connues et délimitées,
- . Pas de mesures coercitives pour le regroupement de parcelles : obligation de vendre à une commune ou à un propriétaire motivé,
- . Frais de notaire pénalisant,
- . Pas d'animation foncière,
- . Instaurer une politique d'achat par les commune ou d'aide à l'acquisition,

4 valeur des bois :

- . Le prix des bois désintéresse les propriétaires de la forêt,
- . Intégrer la difficulté d'exploitation dans la gestion par des aides du type "Câble de la Savoie",
- . La valeur ne permet plus d'imposer de fortes contraintes à l'exploitation : Qui est prêt à prendre en charge certains surcoûts ?

LES IDEES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Taxer la non-gestion et la non-exploitation de la forêt",
- . "Prendre des mesures en faveur du regroupement de la propriété foncière",
- . "Les chasseurs sont une source d'informations sur la forêt".

La Filière Bois

réunion "diagnostic" organisée le 11/09/03

140 invitations
nombre de participants : 14

LES PRINCIPAUX THEMES ABORDES :

1 accès aux forêts. Desserte :

- . Les professionnels ont de plus en plus besoin de routes et pistes forestières, insuffisantes à l'heure actuelle,
- . Problème de places de dépôt : pas assez d'aménagements en forêt,
- . L'utilisation de routes forestières sur une commune voisine à la coupe peut poser problème,

2 une forêt privée très morcelée :

- . Etablir un droit de préemption en matière forestière,

3 conflits d'usage :

- . La forêt, équipée pour son exploitation, est ensuite prise comme espace par d'autres utilisateurs. Paradoxe : les exploitants forestiers deviennent les "moutons noirs",
- . Des interdictions multiples pénalisent les exploitations,
- . Manque la sensibilité "chantier" des gens en général : élus locaux, ONF, utilisateurs, etc...,
- . L'urbanisation limite les possibilités de débardage des bois,
- . L'exploitation forestière est ignorée de la communication des Offices de Tourisme,

4 patrimoine et environnement :

- . Le "bostryche" devient un réel problème et un souci pour l'avenir des forêts d'Epicéa,

5 valeur des bois :

- . Où en est le dossier "Bois de Pays" ? : manque volonté locale,
- . Les coût de remise en état sont supérieurs au prix des bois dans certains cas : pistes de ski, de VTT,...,
- . Concurrence : les scieries sont démunies face aux investissements importants à faire : séchage, rabotage, etc...,
- . La politique du bois grume à bas prix est-elle viable ? : avenir de l'entretien de la forêt, accès à la ressource ?
- . Achat de lots homogènes : simplification de l'approvisionnement,

6 filière bois :

- . Très endettée, peu de capacité d'investissements, . Beaucoup de normes,
- . Peu de nouvelles créations d'entreprises, aides de la mission locale pour un cas,
- . Les investissements sur le séchage permettront de se maintenir sur le marché mais sans réelle plus value,
- . Débouchés difficiles des sous produits de sciages : pénalise les coupes,
- . Marchés très fluctuant, liés aux effets de mode,

LES IDEES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "Zonage des forêts en fonction de leurs vocations" - " Intégrer la forêt aux PLU",
- . "Faire de la desserte multifonctionnelle, c'est de la concertation entre tous",
- . "Intégrer l'activité forestière dans l'offre "sorties touristiques"",
- . "Inciter à des équipements collectifs pour lutter contre la concurrence de produits européens : Séchage en urgence",
- . "Besoin d'une véritable volonté des professionnels",
- . "Améliorer l'offre de grumes en bord de route par un tri des lots",
- . "Aider les petites scieries pour se mettre aux normes",
- . "Ouvrir un débouché pour les sous produits de sciage".

diagnostic de l'état actuel de la forêt

Offices de Tourisme et accompagnateurs en montagne

réunion "diagnostic" organisée le 16/09/03

LE BIOT

nombre de participants :

12

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDES :

1 une forêt en mauvais état :

- . De nombreuses parcelles non entretenues et non nettoyées, avec des arbres secs et cassés,
- . Un phénomène nettement accentué par les tempêtes de décembre 1999 et les attaques de "bostryches" depuis 2001,
- . Au final, ce sont des images non conformes à celles vendues aux touristes dans les dépliant de promotion,
- . Une situation qui se dégrade nettement ces deux dernières années,
- . Des paysages qui se ferment, empêchant la pratique de certaines activités : randonnées, raquettes, points de vue....,

2 une forêt privée morcelée :

- . Les propriétaires n'entretiennent plus leurs parcelles : elles sont à l'abandon,
- . Des "groupements de gestion" doivent être mis en place afin d'assurer un entretien satisfaisant des parcelles,
- . Une spéculation sur les parcelles de bois concernées par d'autres activités : passages de pistes de ski, remontée mécanique....,
- . Un gros travail de regroupement et d'organisation doit être engagé avec les propriétaires volontaires,

3 un produit "bois - forêt" peu valorisé :

- . Peu de manifestations grand public pour présenter les activités forestières, alors qu'il y a une demande,
- . Pas de produits dérivés du bois ou de la forêt, avec un caractère local, à proposer aux touristes,
- . Peu "d'éléments d'image" utilisant ou rappelant le bois local dans la décoration mis en place dans les communes en été,
- . Pas de site forestier mis en valeur, avec une fonction pédagogique et d'explication du milieu et de son entretien,
- . Une demande d'information exprimée souvent par les touristes : pourquoi et comment des différents travaux,

4 un espace à partager : des conflits d'usage :

- . La responsabilité des propriétaires en cas d'accident sur leur parcelle est difficilement acceptable,
- . Si la fréquentation n'est pas trop importante, différentes activités peuvent cohabiter avec des règles précises,
- . Dans les secteurs très fréquentés, les différentes activités doivent être séparées : engins forestiers, V.T.Tistes, piétons....,
- . Les aménagements touristiques doivent permettre l'exploitation de la forêt : places de dépôt, passages de tracteurs,
- . Certaines activités sont à concentrer dans des espaces spécifiquement réservés : circuits motos, 4 x 4, descente V.T.T.,

5 un métier difficile :

- . Le travail en forêt est très difficile par rapport aux autres activités dans les communes touristiques,

LES IDÉES FORTES - LES PROPOSITIONS :

- . "On vend aux touristes un espace propre et entretenu dans les dépliant. La réalité du terrain est autre..."
- . "Qui pourra intervenir pour réaliser les travaux "non-marchands" nécessaires à l'entretien des secteurs sensibles ?",
- . "Dans une région riche, le travail en forêt n'est pas valorisé et donc peu attractif",
- . "La gestion durable des peuplements doit être appliquée dans les secteurs à vocation touristique, forêts privées comme publiques",
- . "Il faut, compte tenu de la durée de production d'un arbre, anticiper les attentes de la génération future",
- . "Les propriétaires forestiers doivent être conscients de leurs droits et de leurs devoirs",
- . "Les activités d'hiver, rentables, doivent intégrer maintenant l'entretien de l'espace dans lequel elles se déroulent",
- . "La taxe de séjour, qui finance des géranioms, pourrait également aider l'entretien des forêts".

RECAPITULATIF

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

diagnostic de l'état actuel de la forêt

principaux problèmes abordés :

tableau de synthèse et d'analyse

date	commune	nombre de participants	desserte multifonctionnelle des massifs					maintien de la filière bois-forêt			gestion de la forêt privée						patrimoine et environnement		
			accès nouveaux à construire	accès existants à entretenir	conflits d'usage	organisation des propriétaires	coupes très difficiles	faible niveau des prix de vente des bois	concurrence des bois importés	conditions de travail	forêt privée entretenue	organisation de la gestion entre voisins	réorganisation foncière achat / vente	regroupement parcelles	fiscalité foncière dissuasive	inadaptation des mesures	zones à risques	protection des sources	fréquentation
12/05/03	ABONDANCE	11	xxx	xxx	xxx	xxxx		xxx	xx	xxx	15%	xxx	xxx	xxx	x	xxx	xxx		xxx
15/05/03	BELLEVAUX	35	xxxx	xx	xxxx	xx	xxx	xxx	xxx	xx	25%	xx	xxx	x	xxxx	xxx	xx	xxx	xxx
04/06/03	BONNEVAUX	6		xxx	x		xxxx	xx	xxx	xxx	5%	xxx	xxx	xxx			xxx		x
16/05/03	CHATEL	8		xxxx	xx		xxx	xxxx	xxx	xxx	10%	xx			xx		xxxx		xxxx
13/05/03	CHEVENOZ	12	xxx		x	xxx	xx	xx	xxx		10%	xx	xx	xx			xx	xx	xxx
05/06/03	ESSERT ROMAND	3	xxx	xx	xxx	xx		xx			15%	xx					xx		xx
22/05/03	LA BAUME	5	xxxx			x	xxxx	xxxx		xx	10%	xxx					xx		
14/05/03	LA CHAPELLE D'ABONDANCE	7	xx		xx	xx		xxxx	xxx	xxxx	10%								xxx
10/06/03	LA COTE D'ARBROZ	14		xxx	xxx			xxx	x	xx	10%	xxxx	xxxx	xxxx		xxxx			xxx
12/06/03	LA FORCLAZ	3	xx		x	xxx					20%	xx	xx	xx	xxx				xxx
03/06/03	LA VERNAZ	6	xxx			xxx	xxxx	xxx	xxx		10%	xxx	xxx	xx		xxx	xxxx		x
26/05/03	LE BIOT	9	xxxx		xx	xx	xxx	xxxx	xxx		15%	xxx	xxx	xxx			xxxx		xx
17/06/03	LES GETS	22	xxx	xx	xxxx	xxxx		xxx	x	xxx	10%	xxxx	xxxx	xxxx	xxx	xx		xx	xxxx
22/05/03	LULLIN	19	xxxx	x	xx	xxx		xxx	xxx	xx	10%		xxx	xxx				xxx	xxx
19/06/03	MONTRIOND	16	xxxx	xx	xxxx	xxxx		x		xxx	10%	xxxx	xxxx	xxxx		xxx	xxx	xx	xxx
27/05/03	MORZINE	32	xxxx		xxx	xxxx	xxx	xxx	xx	xxx	5%	xxx	xxx	xxx		xxx	xxxx		xxxx
26/05/03	REYVROZ	25	xxx	x	xxx	xxx		xxx	xx	xx	10%	xxx	xxx	xxx		xxx			xxxx
11/06/03	SAINT JEAN D'AULPS	30	xxxx	x	xx	xx	xxx	xx			15%	xxx	xxxx	xxx	xxxx	xx	xx		x
12/06/03	SEYTRoux	25	xxx	xxx	x	xxxx	x	xxx	x	xx	20%	xxxx	xxxx	xxxx		xxxx	xx	x	xxx
21/05/03	VACHERESSE	9	xx	xx	xxxx	xx	xxxx	xxx	xx		25%	xxx	xxx	xxx		xxx	xxx		
19/05/03	VAILLY	15	xxx		xxx	xxx	x	xxx	xxx	xxxx	5%	xxx	xxx	xxx	xxx	xxx			xxx
		312	59	29	48	52	35	58	39	38	13%	56	54	50	21	36	40	14	53

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

RECAPITULATIF :

liste des demandes exprimées, par ordre décroissant d'importance :

ordre	importance	demande exprimée
1	59	accès nouveaux à construire
2	58	faible niveau des prix de vente des bois
3	56	organisation de la gestion entre voisins
4	54	réorganisation foncière achat / vente
5	53	fréquentation
6	52	organisation des propriétaires
7	50	regroupement parcelles
8	48	conflits d'usage
9	40	zones à risques
10	39	concurrence des bois importés
11	38	conditions de travail
12	36	inadaptation des mesures
13	35	coupes très difficiles
14	29	accès existants à entretenir
15	21	fiscalité foncière dissuasive
16	14	protection des sources

LEGENDE :

références des attentes exprimées :

vide	:	non abordé lors de la réunion,
x	:	cité,
xx	:	cité et débattu,
xxx	:	cité et débattu par plusieurs personnes,
xxxx	:	cité et débattu par plusieurs personnes et recueillant l'adhésion générale.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

diagnostic de l'état actuel de la forêt

participation aux réunions communales :

date	commune	propriétaires forestiers	élus municipaux	professionnels	chasseurs	total
12/05/03	ABONDANCE	5	3	3		11
13/05/03	CHEVENOZ	9	2	1		12
14/05/03	LA CHAPELLE D'ABONDANCE	4	2	1		7
15/05/03	CHÂTEL	4	3	1		8
15/05/03	BELLEVAUX	29	2	4		35
19/05/03	VAILLY	12	1	2		15
21/05/03	VACHERESSE	6	3			9
22/05/03	LA BAUME	1	3	1		5
22/05/03	LULLIN	17	1	1		19
26/05/03	LE BIOT	5	2	2		9
26/05/03	REYVROZ	22	2	1		25
27/05/03	MORZINE	29	1	2		32
03/06/03	LA VERNAZ	5	1			6
04/06/03	BONNEVAUX	4	1	1		6
05/06/03	ESSERT ROMAND	1	1	1		3
10/06/03	LA COTE D'ARBROZ	11	2	1		14
11/06/03	SAINT JEAN D'AULPS	27	1	2		30
12/06/03	LA FORCLAZ	2	1			3
12/06/03	SEYTROUX	23	2			25
17/06/03	LES GETS	21	1			22
19/06/03	MONTRIOND	10	2	3	1	16
21 réunions		247	37	27	1	312

participation moyenne par réunion :

15 personnes

12 propriétaires forestiers

2 élus municipaux

1 professionnels

0 chasseurs

diagnostic de l'état actuel de la forêt

participation aux réunions thématiques

date	thème de la réunion	participants		
		nature	nombre	total
09/09/03	LE BIOT chasseurs et A.C.C.A.	chasseurs	7	7
11/09/03	LE BIOT professionnels de la forêt et filière bois	E.T.F.	4	14
		scieurs	3	
		2° transformation	1	
		F.I.B. 74	2	
		autres	4	
16/09/03	LE BIOT Office du Tourisme et accompagnateurs en montagne	O.T.	7	12
		accompagnateurs	2	
		autres	3	
3 réunions				33

participation moyenne par réunion :

11 personnes

12 contributions écrites ont été transmises par courrier aux animateurs,

au total, 357 personnes se sont exprimées dans le cadre de cette enquête "diagnostic - Charte forestière de territoire du Haut-Chablais".

**LE PROGRAMME CADRE
ET LES
AXES MAJEURS
DE LA CHARTRE DU HAUT CHABLAIS**

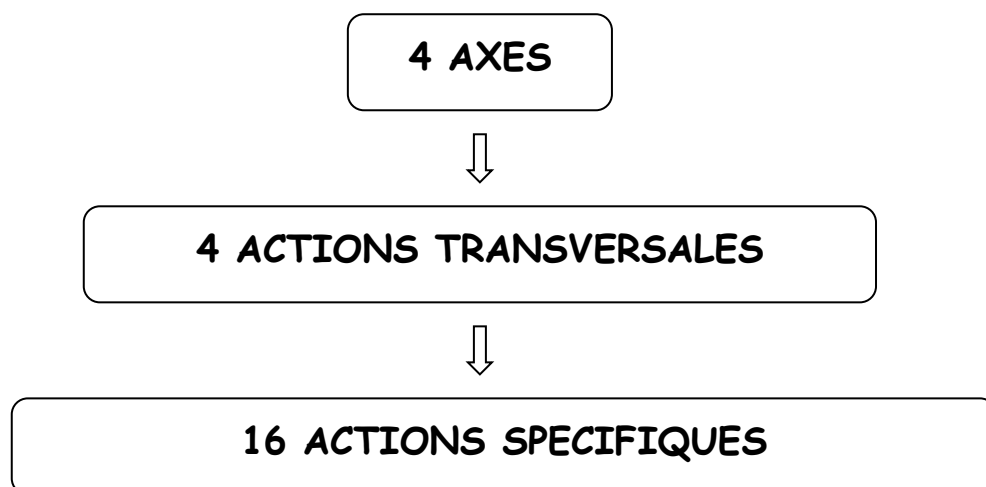
LE PROGRAMME CADRE

Tenant de répondre sur 4 nécessités :

- Nécessité d'ouvrir les approches et réflexions pour aboutir à une Charte de développement du territoire afin de moduler les attentes et mobiliser les aides,
- Nécessité de privilégier l'approche participative et prospective qui permet l'appropriation, plutôt que l'approche directive qui contraint, sachant qu'il y a un équilibre - compromis à trouver entre les deux approches,
- Nécessité d'écouter - d'entendre et de comprendre en ne négligeant pas le diagnostic, base rationnelle de traitements efficaces, et en impliquant - consultant de multiples acteurs (élus, propriétaires, gestionnaires, collectivités, Etat, utilisateurs...)
- Nécessité de pouvoir mesurer les impacts et de se comparer à d'autres en intégrant un Réseau,

Les groupes de travail mobilisés dans la phase de diagnostic et d'analyse complémentaire ont identifié 4 axes - objectifs majeurs.

Sur la base de ces 4 axes majeurs, la Charte forestière de territoire se fixe pour objectif d'aider à la mise en œuvre des actions identifiées dans le catalogue d'action présenté en suivant.



AXE 1 : INTEGRER LA FORET DANS L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE :

Dans le souci de se mettre en cohérence avec le SCOT du Chablais, et d'aider les Communes et Structures intercommunales dans l'élaboration et la gestion de leurs documents d'urbanisme, en apportant une cohérence par massif géographique, un organe de pilotage pluridisciplinaire est mis en œuvre.

Appelé **Comité Territorial Local**, ce comité est composé :

- D'élus représentant les Communes du périmètre
- De professionnels de la forêt et de sa gestion, dont les représentants locaux de l'ONF et de la COFALP et les représentants des forêts privées
- D'acteurs de la Société civile, représentant les usagers (Chasseurs, professionnels du tourisme, accompagnateurs de montagne ...)
- De professionnels de l'agriculture, représentant la Chambre d'agriculture et ses structures locales

Ce Comité a pour mandat général, dans une approche privilégiant la transversalité:

- De définir de façon concertée les axes pluriannuels d'aménagement de l'espace forestier, ainsi que les axes souhaités d'exploitation, équilibrant ainsi la vie des massifs,
- De conseiller sur cette équilibre, surtout en terme de gestion de l'espace, en intégrant les données relatives aux besoins agricoles, de gestion des eaux, d'urbanisme,
- D'assister les Collectivités dans leurs décisions d'exploitation des massifs, ceci afin d'intégrer la cohérence paysagère du périmètre et les données relatives à la prévention des risques.

Afin d'apporter une lisibilité aux décisions et orientations qui seront prises, ce Comité sera subdivisé par Structures intercommunales et Communales de proximité, qui créeront et délégueront pour la durée des mandats municipaux, au sein de leurs organisations, des **Commissions locales de gestion forestières**.

Dans l'exécution de son mandat, le Comité territorial local s'adjoindra, selon les besoins, les compétences de tous les Services d'Etat, Régionaux et Départementaux intervenant comme financeurs ou décideurs dans l'Aménagement du territoire.

AXE 2 : CARTOGRAPHIER PAR MASSIFS IDENTIFIES DANS LE PERIMETRE, LES DESSERTES ET SERVITUDES

Etant entendu que la cohérence du territoire s'impose, considérant la Charte départementale d'exploitation forestière et l'organisation qualité des massifs, l'aménagement concerté des dessertes et moyens d'exploitations (câbles, zones de stockage et débardages...) sera recherché sur la base cartographique mise à disposition par les services départementaux compétents.

La volonté d'une **desserte forestière répondant aux besoins d'entretien et d'exploitation des massifs**, et d'une mise à disposition multifonctionnelle au-delà du respect des besoins de base, est affirmée.

Chaque Commune ou groupement de propriétaires :

- assure dans les suites les charges d'exploitation et d'entretien des équipements entrepris, dans le respect des Règlements arrêtés par le CTL, **Charte d'utilisation paysagère des massifs**,
- a le choix des investissements et de la mise en œuvre des moyens de gestion foncière. Le catalogue des moyens de gestions annoncé dans le catalogue d'action présenté dans les chapitres suivants est laissé à l'appréciation de chacun.

Des **Responsables par massif**, désignés dans les partenaires de l'ONF et de la Cofalp, ont la charge d'aider aux mises en œuvre.

Au delà de ces mises en œuvre, chaque Commune assure le suivi des organisations internes.

AXE 3 : REDEFINIR ET CLARIFIER LES DROITS D'USAGE PAR MASSIF

Ces droits d'usage s'entendent au plan :

- De l'usage des dessertes,
- D'Unité de gestion cohérente.

Les Dessertes :

Tout particulièrement pour ce qui relève des accès sur les dessertes existantes et / ou créées, sur la base des textes de référence et des besoins d'exploitation des professionnels, **la gestion concertée des accès est définie par un règlement** applicable à l'ensemble du Territoire de la Charte forestière.

Afin de se rapprocher des spécificités et besoins locaux, ce règlement est défini si besoin par Massif, puis avalisé par les Communes et Structures intercommunales qui ont la charge de police, avec l'appui du Comité Territorial Local qui peut solliciter l'appui des Services de l'Etat.

Dans cet objectif, la définition des catégories de chemins ruraux est rappelée et précisée, ainsi que les droits et responsabilités relevant de chacun.

Les unités cohérentes de gestion :

La dispersion des parcelles soumises ou non au Régime forestier, à laquelle s'ajoute la dispersion et le morcellement de la forêt privée, impose de repenser les modalités de gestion et d'exploitation.

La gestion des massifs, quelque soit le contenu, privé ou public, est géré **par un seul gestionnaire**, les gestionnaires ONF et Cofalp ayant la charge de proposer au CTL les attributions qu'ils souhaitent assurer.

Dans cet objectif, le catalogue des fiches actions de cette Charte explicite et met à disposition un ensemble de moyens techniques permettant de répondre sur les aspects fonciers.

Chaque Collectivité, et / ou chaque association de propriétaire, conseillées par les Responsables de massif, sont libres d'initier et mettre en œuvre ces modes de gestions.

AXE 4 : AIDER A METTRE EN ŒUVRE LES MOYENS TECHNIQUES ET FINANCIERS PERMETTANT DE REpondre AUX BESOINS

L'aide et l'assistance pour l'équilibre des recettes et dépenses et la recherche de financement, pour les gestionnaires Communaux et / ou privés sont la condition sine qua non de réussite de la politique territoriale mise en œuvre.

Dans cet objectif, sur la base des dossiers présentés sur les 3 premiers axes, le Comité Territorial Local s'appuiera sur la compétence des partenaires de l'ONF et de la Cofalp, gestionnaires des massifs internes, pour aider les Collectivités et Groupements de propriétaires à solliciter les meilleurs financements et à gérer l'utilisation optimale des moyens alloués.

Dans ces tâches, les gestionnaires de massif seront aidés par les **Commissions locales de gestion forestières**.

COMITE TERRITORIAL LOCAL

COMMISSIONS LOCALES DE
GESTION FORESTIERE

DESSERTE D'EXPLOITATION PAR MASSIF

CHARTRE D'UTILISATION PAYSAGERE DES MASSIFS

RESPONSABLES PAR MASSIFS

GESTION CONCERTEE D'UNITES COHERENTES

LE CATALOGUE DE FICHES ACTIONS

Avec **quatre actions transversales** identifiées A - B - C - D, ce catalogue se décline autour des **quatre thèmes** identifiés comme majeurs pour le périmètre du Haut Chablais :

⇒ 1. Le foncier

L'objectif est de favoriser les regroupements fonciers pour une exploitation favorable des exploitations

Cette démarche a pour effet de favoriser la structuration optimum du foncier privé fortement morcelé

⇒ 2. Les dessertes

L'objectif est d'offrir des outils favorisant une approche d'exploitation par massifs.

Cette démarche a pour effet de favoriser :

- la transversalité des dessertes,
- l'innovation par l'utilisation de procédés d'exploitation par câble,
- la gestion des espaces non-marchands.

⇒ 3. La multifonctionnalité

L'objectif est de clarifier les besoins pour les zones intermédiaires non-agricoles - non-forestières, et de développer les outils de communication à destination des usagers.

⇒ 4. Les aspects financiers et la fiscalité

L'objectif est de répondre aux besoins économiques du territoire.

Cette démarche a pour effet de renforcer les outils d'analyse existants au titre départemental.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° A : COMITE TERRITORIAL DE LA FORET

Référence Axe 1 de la Charte :

Intégrer la forêt dans l'aménagement du territoire

Description de l'action :

Créer et pérenniser un comité territorial local de 21 communes, destiné à apporter une cohérence et une solidarité en matière forestière, avec :

- L'encadrement de toutes les actions « charte forestière » en relais du comité de pilotage,
- Un rôle d'animateur et d'incitateur à la réalisation d'actions et de soutien aux opérations exemplaires,
- L'arbitrage et le suivi de la charte forestière de territoire
- La définition d'une politique forestière « Haut Chablais » dans les procédures de territoire.

Evolution souhaitée

- devenir l'organe de représentation de la forêt Haut Chablais,
- créer un fond commun de solidarité de la forêt à l'échelle du Haut Chablais.

Maître d'ouvrage :

=> Transformation du « Comité de pilotage » en « comité territorial de la forêt » permanent au service des :

- Structures intercommunales existantes,
- Structure intercommunale nouvelle à mettre en place

Maître d'œuvre :

=> Animation et fonctionnement du comité territorial

Coût estimatif : 25 000 €

- Animation et fonctionnement du comité territorial :
- Un animateur à temps partiel,
- Des moyens administratifs de fonctionnement

Plan de financement (avec partenaires)

- Crédits d'animation spécifiques C.F.T. Haut Chablais
- Participation des différentes structures
- Participation des bénéficiaires des actions C.F.T.

Evaluation - Critères :

- Mise en œuvre effective des actions de la C.F.T. Haut Chablais,
- Implication du comité territorial dans les réflexions et décisions concernant la forêt,
- Mise en place d'un fond doté de moyens pour la forêt,
- Pérennité dans le temps du comité territorial

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° B : COMMISSIONS LOCALES DE GESTION FORESTIERE

Référence Axe 1 de la Charte :

Intégrer la forêt dans l'aménagement du territoire

Description de l'action :

- Mettre en place des subdivisions locales du comité territorial forestier du Haut-Chablais, à l'échelle des massifs forestiers : communale ou intercommunale.
 - Coordonner la gestion d'un massif forestier, avec :
 - Prise en compte des enjeux, des usagers et des contraintes de gestion,
 - Définition et mise en œuvre d'une gestion adaptée aux enjeux,
- Avec la participation de la commune, des propriétaires, des gestionnaires, des professionnels de la forêt et des familles d'usagers.

Evolution souhaitée

- référent unique local de la « politique forestière » du massif,
- pilote des actions réalisées sur le massif
- réflexion « multi-usages et modes de gestion adaptés »

Maître d'ouvrage :

- => Commission forestière communale élargie si le massif est sur une même commune,
- => Commission forestière intercommunale, à l'échelle du massif, si plusieurs communes,

Maître d'œuvre :

- => Un service forestier « gestionnaire »

Coût estimatif :

14 000 €

- => Animation et fonctionnement du comité de massif :
 - Un animateur à temps partiel, suivant besoins,
 - Des moyens administratifs et techniques de fonctionnement

Plan de financement (avec partenaires)

- Crédits d'animation spécifiques C.F.T. Haut Chablais
- Participation des propriétaires forestiers concernés
- Participation des usagers
- Participation de(s) commune(s)

Evaluation - Critères :

- Nombre de commissions locales de gestion forestière constituées,
- Pour chaque massif : mode de gestion défini, projets d'équipement, améliorations apportées à la structure foncière,
- Mise en œuvre des actions C.F.T. sur le massif.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° C : CARTOGRAPHIE DE CHAQUE MASSIF FORESTIER

Référence Axe 1 de la Charte :

Intégrer la forêt dans l'aménagement du territoire

Description de l'action :

- dresser un état cartographique de chaque massif forestier, avec :
 - . report des infrastructures et des équipements du massif,
 - . report des zones classées, sensibles, à enjeux particuliers,
 - . analyse des limites de l'espace forestier.

En relation avec les différents documents d'urbanisme.

Evolution souhaitée

- établir un document de travail pour chaque commission locale de gestion forestière,
- réflexion « multi-usages et modes de gestion adaptés ».

Maître d'ouvrage :

=> Commission locale de gestion forestière

Maître d'œuvre :

=> filière Bois Haute Savoie : travail cartographique de collecte des données.

Coût estimatif : 2 000 € par massif soit pour 40 massifs 80 000 €

=> Travail cartographique de collecte de données et mise en forme, avec validation sur le terrain.

Plan de financement (avec partenaires)

- Crédits d'animation spécifiques C.F.T. Haut Chablais
- Participation des propriétaires forestiers concernés
- Participation des usagers
- Participation de(s) commune(s)

Evaluation - Critères :

- Nombre de cartographies et d'analyses de massifs forestiers réalisées.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° D : DEFINIR ET CLARIFIER LES RESPONSABILITES DES DIFFERENTS USAGERS DE LA FORET

Référence Axe 3 de la Charte :

Redéfinir et clarifier les droits d'usage par massif

Description de l'action :

Faire le point sur les statuts des voies et conventions existantes et informer les structures assurant l'encadrement la promotion, la commercialisation des balades dans le milieu naturel pour sensibilisation et relais d'information.

Evolution souhaitée

- Faire le point sur le statut des voies,
- Faire le point sur les conventions existantes,
- Apporter un soutien juridique pour expertise et veille juridique.

Maître d'ouvrage :

- Propriétaires

Maître d'œuvre :

- Comité territorial de la forêt,
- Structures de promotions des activités touristiques.

Coût estimatif :

- Diagnostic : 8 000 €
- Information : 4 000 €
- Animation : intégrée dans l'animation du Comité territorial
- Veille juridique : 3 000 €/an

Plan de financement (avec partenaires)

- Participation des propriétaires forestiers concernés
- Participation de(s) commune(s)
- Participation de(s) structures de promotions des activités touristiques

Evaluation - Critères :

- Réalisation du diagnostic
- Nombre de conventions d'usage validées

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 1.1 / 1 : ASSOCIATIONS SYNDICALES DE GESTION FORESTIERE

Référence Axe 3 de la Charte :

Redéfinir et clarifier les droits d'usage par massif

Description de l'action :

Constituer des unités de gestion de la forêt d'au moins 10ha, en regroupant les propriétaires voisins, avec :

- contacts et information des propriétaires voisins,
- constitution administrative de l'unité,
- fonctionnement administratif de l'unité,
- définition d'une gestion forestière concertée, et mise en œuvre sur au moins 10 ans,
- animation.

Evolution souhaitée

- définition d'un mode de fonctionnement « type A.S.G.F. » le plus adapté possible,
- participation volontaire ou « forcée » des propriétaires concernés,
- précision que la structure devient l'interlocuteur représentant les propriétaires forestiers,
- intégration de toutes les notions de « multi-usages » et de « modes de gestion adaptés ».

Maître d'ouvrage :

- Chaque association de gestion forestière créée

Maître d'œuvre :

- Un service forestier « gestionnaire »

Coût estimatif par opération:

- 9 000 € pour animation et constitution d'une association de gestion forestière intégrant :
 - un animateur à temps partiel, suivant les besoins,
 - des moyens de constitution administratifs et techniques.
- 2 000 € pour animation et fonctionnement d'une association de gestion forestière intégrant :
 - un animateur à temps partiel, suivant les besoins,
 - des moyens de constitution administratifs et techniques.

Plan de financement (avec partenaires)

- Crédits d'animation spécifiques C.F.T. Haut Chablais
- aides à la réorganisation foncière,
- participation des propriétaires forestiers concernés,
- participation des usagers.

Evaluation – Critères :

- Nombre d'associations de gestion forestière effectivement constituées,
- Surface faisant effectivement l'objet de plans de gestion,
- réalisation effective d'opérations de gestion forestière : récolte de bois, travaux de sylviculture...
- surfaces certifiées P.E.F.C.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 1.1 / 2 : CREATION DE GROUPEMENTS FORESTIERS

Référence Axe 3 de la Charte :

Redéfinir et clarifier les droits d'usage par massif

Description de l'action :

Constituer des Groupements Forestiers transformant les parcelles cadastrales en parts de sociétés civiles immobilières, regroupant des parcelles voisines, pour constituer des unités de gestion forestière d'au moins 10ha, avec :

- contacts et information des propriétaires,
- repérages et estimations des biens apportés,
- constitution administrative du groupement,
- fonctionnement administratif du groupement,
- définition d'une gestion forestière et mise en œuvre sur au moins 10 ans,

Evolution souhaitée

- définition d'une procédure de constitution, de statuts et d'un mode de fonctionnement les plus adaptés possibles, et qui deviennent des « modes-type de G.F. »
- participation volontaire ou « forcée » des propriétaires concernés,
- accès possible aux aides à l'investissement forestier pour la réalisation de travaux,
- intégration de toutes les notions de « multi-usages » et de « modes de gestion adaptés ».

Maître d'ouvrage :

- Chaque groupement forestier créé

Maître d'œuvre :

- Un service forestier pour la constitution du groupement, puis un « gestionnaire »

Coût estimatif par opération:

- **25 000 €** pour animation et constitution d'un groupement forestier intégrant :
 - un animateur à temps partiel, suivant les besoins,
 - des moyens de constitution administratifs et techniques.
- **2 000 € par an** pour animation et fonctionnement d'une association de gestion forestière intégrant :
 - un animateur à temps partiel, suivant les besoins,
 - des moyens de constitution administratifs et techniques.

Plan de financement (avec partenaires)

- Crédits d'animation spécifiques C.F.T. Haut Chablais
- aides à la réorganisation foncière,
- participation des propriétaires forestiers concernés,
- participation des usagers.

Evaluation - Critères :

- Nombre de groupements forestiers effectivement constitués,
- Surface faisant effectivement l'objet de plans de gestion,
- réalisation effective d'opérations de gestion forestière : récolte de bois, travaux de sylviculture...
- surfaces certifiées P.E.F.C.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 1.1 / 3 : MISE EN ŒUVRE D'UNE E.C.I.F.

Référence Axe 3 de la Charte :

Redéfinir et clarifier les droits d'usage par massif

Description de l'action :

Mettre en place et faire fonctionner, pour 5 à 6 années de mise en œuvre effective, une procédure « d'Echange et Cession d'Immeubles Forestiers » (loi d'orientation sur la forêt de juillet 2001) sur un périmètre défini, avec :

- des opérations de « ventes-achats » réalisées par actes administratifs,
- des opérations « d'échanges » réalisées par actes administratifs,
- la mise en œuvre d'une procédure de « biens vacants et sans maîtres »,

Mais aussi :

- des démarches favorisant le règlement des indivisions familiales,
- une assurance du report cadastral des routes et pistes forestières.

Evolution souhaitée

- participation volontaire ou « forcée » des propriétaires concernés,
- intégration de toutes les notions de « multi-usages » et de « modes de gestion adaptés ».

Maître d'ouvrage :

- Une commune ou plusieurs communes voisines, ce qui implique la création : d'une commission communale ou d'une commission intercommunale d'aménagement foncier

Maître d'œuvre :

- Un géomètre-expert agréé en procédure E.C.I.F.
- Un service forestier en appui technique et en animation .

Coût estimatif :

- **21 000 €** pour animation et promotion de la solution E.C.I.F. et réalisation de la pré-étude de mise en œuvre, intégrant :

- un animateur à temps partiel, suivant les besoins,
- des moyens de constitution administratifs et techniques.

- **550 000 €** pour la réalisation de l'E.C.I.F. proprement dit sur une durée effective de 6 ans, intégrant :

- un animateur à temps partiel, suivant les besoins,
- des moyens de constitution administratifs et techniques.

Plan de financement (avec partenaires)

- Crédits d'animation spécifiques C.F.T. Haut Chablais
- aides à la réorganisation foncière,

Evaluation - Critères :

- Nombre d'E.C.I.F. effectivement réalisés,
- Surface totale effectivement concernée par la procédure E.C.I.F.,
- Nombre de transactions foncières effectivement réalisées,
- Nombre d'unités de surface individuelle créées et de surface totale correspondante,
- Nombre de parcelles en biens vacants solutionnées,
- Nombre d'indivisions familiales solutionnées,
- Nombre et distances de routes forestières et pistes de débardages cadastrées.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 1.1 / 4 : FAVORISER LES ACHATS-VENTES DE PARCELLES

Référence Axe 3 de la Charte :

Redéfinir et clarifier les droits d'usage par massif

Description de l'action :

Inciter les propriétaires forestiers à acheter des parcelles cadastrales voisines de façon à augmenter la surface des propriétés, par une aide forfaitaire accordée au propriétaire acheteur, pour compenser le montant forfaitaire des frais d'acte notarié.

Mais aussi :

- favoriser le règlement des indivisions familiales,
- favoriser la suppression des enclaves.

Evolution souhaitée

- incitation à la constitution d'unités de gestion individuelles,
- participation volontaire ou « forcée » des propriétaires concernés,
- intégration de toutes les notions de « multi-usages » et de « modes de gestion adaptés ».

Maître d'ouvrage :

- Une bourse forestière du Haut Chablais

Maître d'œuvre :

- Les différents notaires du secteur.
- Un service forestier en appui technique et en animation.

Coût estimatif pour 100 actes par an, pendant 6 ans :

- **180 000 €** pour animation et promotion des « ventes-achats-échanges » de parcelles voisines auprès des propriétaires forestiers, intégrant :
 - un animateur à temps partiel, suivant les besoins,
 - des moyens de constitution administratifs et techniques.
- **300 000 €** pour l'aide forfaitaire par acte, au propriétaire acheteur d'une parcelle voisine, sur la base d'une aide forfaitaire à l'acte de 500 €.

Plan de financement (avec partenaires)

- Crédits d'animation spécifiques C.F.T. Haut Chablais
- aides à la réorganisation foncière,
- participation des propriétaires forestiers concernés.

Evaluation - Critères :

- Nombre d'E.C.I.F. effectivement réalisés,
- Nombre d'actes notariés aidés,
- Surface totale effectivement concernée par les « achats-ventes-échanges ».
- Nombre de transactions foncières effectivement réalisées,
- Nombre d'unités de surface individuelle créées et de surface totale correspondante,

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 1.1 / 5 : MISE EN PLACE D'UNE BOURSE FONCIERE FORESTIERE

Référence Axes 3 et 4 de la Charte :

- Redéfinir et clarifier les droits d'usage par massif
- Aider à mettre en œuvre les moyens techniques et financiers permettant de répondre aux besoins.

Description de l'action :

Mettre en place et faire fonctionner une « bourse foncière forestière » chargée de collecter les parcelles à vendre et les offres d'achats.

Mais aussi :

- mettre en place et faire vivre un fichier des biens disponibles,
- mettre à jour et diffuser l'information.

Evolution souhaitée

- fonctionner comme un véritable opérateur foncier avec compétences élargies.

Maître d'ouvrage :

- Comité territorial de la forêt et Commissions locales de gestion forestière

Maître d'œuvre :

- Les différents notaires du secteur, et la S.A.F.E.R..
- Un service forestier en appui technique et en animation.

Coût estimatif :

- **9 000 €** pour la mise en place de la bourse foncière forestière, intégrant :
 - un animateur à temps partiel, suivant les besoins,
 - des moyens de constitution administratifs et techniques.
- **2 000 €** pour l'aide au fonctionnement annuel de cette bourse, intégrant :
 - un animateur à temps partiel, suivant les besoins,
 - des moyens de constitution administratifs et techniques.

Plan de financement (avec partenaires)

- Crédits d'animation spécifiques C.F.T. Haut Chablais
- aides à la réorganisation foncière,
- participation des propriétaires forestiers concernés.

Evaluation - Critères :

- Nombre de transactions foncières forestières effectivement réalisées,
- Surface totale effectivement concernée par les transactions,
- Nombre d'unités de surface individuelle créées et de surface totale correspondante,

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 1.1 / 6 : AIDE A LA DELIMITATION STRUCTURANTE

Référence Axes 3 et 4 de la Charte :

- Redéfinir et clarifier les droits d'usage par massif
- Aider à mettre en œuvre les moyens techniques et financiers permettant de répondre aux besoins.

Description de l'action :

Aider à la mise en place de bornes et de limites structurantes dans les massifs forestiers afin de matérialiser durablement les périmètres des grands secteurs (lieux-dits cadastraux).

Evolution souhaitée

- Remettre en place une structure foncière des massifs forestiers

Maître d'ouvrage :

- Commissions locales de gestion forestière

Maître d'œuvre :

- Les géomètres-experts,
- Un service forestier en appui technique et en animation.

Coût estimatif :

- **9 000 €** pour l'encadrement et l'animation de l'opération, intégrant :
 - un animateur à temps partiel, suivant les besoins,
 - des moyens de constitution administratifs et techniques.
- **50 000 €** pour la mise en place effective des bornes et limites, pour un coût moyen de 500 € par point et pour 100 points.

Plan de financement (avec partenaires)

- Crédits d'animation spécifiques C.F.T. Haut Chablais
- aides à la réorganisation foncière,
- participation des propriétaires forestiers concernés.

Evaluation - Critères :

- Nombre de bornes et de limites structurantes installées et repérées.

ACTION N° 1.2 / 1 : DEVELOPPER LE RESEAU DE DESSERTE ROUTIERE

Référence Axes 2 et 4 de la Charte :

- Cartographier par massifs identifiés dans le périmètre, les dessertes et servitudes.
- Aider à mettre en œuvre les moyens techniques et financiers permettant de répondre aux besoins.

Description de l'action :

Augmenter le réseau dans les zones qui en ont besoin, de routes forestière, de pistes et places de dépôts, considéré comme une solution durable.

Evolution souhaitée

- Cartographier les zones non desservies (voir Action C),
- Inciter la création d'ASGF, et aider leur animation,
- Créer des infrastructures pour les massifs non desservis,
- Identifier les points noirs et les résorber.

Maître d'ouvrage :

- Les Communes

Maître d'œuvre :

- Les services techniques forestiers ONF et COFALP

Coût estimatif :

- **15 000 € par ASGF** pour l'encadrement de l'opération,
- **2 000 € par ASGF et par an** pour animer la démarche
- **à évaluer par investissement projeté.**

Plan de financement (avec partenaires)

- Propriétaires,
- Etat,
- Conseil général.

Evaluation - Critères :

- Longueur de routes et pistes créées et améliorées
- Nombre d'ASGF opérationnelles.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 1.2 / 2 : UTILISER LE DEBARDAGE PAR CABLE COMME UNE ALTERNATIVE OPERATIONNELLE A LA GESTION DURABLE DES FORETS

Référence Axe 4 de la Charte :

- Aider à mettre en œuvre les moyens techniques et financiers permettant de répondre aux besoins.

Description de l'action :

Intégrer le débardage par câble dans le réseau de desserte.

Evolution souhaitée

- Organiser le réseau de desserte routière en intégrant l'option câble,
- Assurer une offre constante de coupe à câble,
- Assurer une aide financière pour rendre viable économiquement ce mode de gestion,
- Intégrer dans les documents d'urbanisme les zones d'arrivée et les places de dépôts.

Maître d'ouvrage :

- Les propriétaires forestiers

Maître d'œuvre :

- Les services techniques forestiers ONF et COFALP

Coût estimatif :

- 75 000 € par an pour aide à la mobilisation,

Plan de financement (avec partenaires)

- Propriétaires,
- Conseil général.

Evaluation - Critères :

- Nombre de bois mobilisés par an (objectif de 5000m³/an)
- Nombre de zones individualisées dans les documents d'urbanisme, par communes.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 1.2 / 3 : AMELIORER LES CONDITIONS D'ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES D'ACCES EN FORET

Référence Axes 3 et 4 de la Charte :

- Redéfinir et clarifier les droits d'usage par massif,
- Aider à mettre en œuvre les moyens techniques et financiers permettant de répondre aux besoins.

Description de l'action :

Se doter de moyens humains, techniques et financiers pour assurer une bonne utilisation des voiries pour un usage multifonctionnel.

Evolution souhaitée

- S'appuyer sur un référent unique pour la surveillance et la police, et le soutien au maître d'ouvrage pour une cohérence territoriale.
- Inciter la réalisation de routes multicommunales,
- Informer les structures assurant l'encadrement, la promotion et la commercialisation de randonnées en milieu naturel.

Maître d'ouvrage :

- Les propriétaires forestiers
- Les bénéficiaires du service

Maître d'œuvre :

- Comité territorial de la forêt

Coût estimatif :

- **10 000 € par an** sur l'hypothèse de base de 1j/semaine pendant 6 mois, pour aider à la mise en place d'un référent,
- à définir selon les besoins pour l'incitation,
- **1 500 € par an** pour l'information.

Plan de financement (avec partenaires)

- Leader +
- Structures de promotion des activités de loisirs
- Communes
- Conseil général
- Conseil Régional

Evaluation - Critères :

- Nombre de convention de surveillance
- Nombre de jours / an de surveillance
- Campagnes d'information.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 1.2 / 4 : AMELIORER LES CONDITIONS DE GESTION DES ZONES A RISQUES A FORT ENJEUX

Référence Axes 1, 2 et 4 de la Charte :

- Intégrer la forêt dans l'aménagement du territoire,
- Cartographier par massifs identifiés dans le périmètre, les dessertes et servitudes,
- Aider à mettre en œuvre les moyens techniques et financiers permettant de répondre aux besoins.

Description de l'action :

Connaître les zones à enjeux et promouvoir une gestion adaptée afin d'assurer dans le temps le rôle de protection.

Evolution souhaitée

- Définir les enjeux de protection et les zones qui en découlent (hiérarchiser),
- Cartographier ces zones,
- Etudier l'opportunité d'utiliser le statut de « Forêt de protection »,
- Promouvoir des travaux à coût d'efficacité optimum,
- Etablir une « Caisse commune » pour aider les travaux,
- Engager les travaux minimaux requis pour ces espaces.

Maître d'ouvrage :

- Les propriétaires forestiers
- Les bénéficiaires du service

Maître d'œuvre :

- Services techniques forestiers ONF et COFALP

Coût estimatif par action :

- 750 € par massif (en complément de l'action C) pour la cartographie
- 750 € par étude d'opportunité
- 5 000 € pour la formation des élus et des propriétaires.

Plan de financement (avec partenaires)

- Service de la voirie départementale
- Communes
- Conseil Régional
- Interreg III : Sylviculture en forêt de montagne à vocation de protection

Evaluation - Critères :

- Nombre de massifs couverts par la démarche
- Nombre de jours de formation (objectif de 50 j)
- Montant des travaux engagés
- Evaluation du montant du service apporté par la forêt.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 2 / 1 MISE EN VALEUR DES ZONES TAMPONS ENTRE AGRICULTURE ET FORET

Référence Axes 3 et 4 de la Charte :

- Redéfinir et clarifier les droits d'usage par massif,
- Aider à mettre en œuvre les moyens techniques et financiers permettant de répondre aux besoins.

Description de l'action :

- Localiser et cartographier les secteurs géographiques « tampons » entre les parcelles à vocation agricole et la forêt.
- Examiner les conditions de mise en valeur et d'entretien de ces parcelles.

Evolution souhaitée

- Eviter les parcelles en friche
- Se mettre en lien avec les actions du Site pilote d'agriculture durable.

Maître d'ouvrage :

- Commissions locales de gestion forestière

Maître d'œuvre :

- Les agriculteurs et les structures représentatives,
- Un service forestier en appui technique et en animation

Coût estimatif :

- **9 000 €** en complément des fonds mobilisés au titre du Site pilote d'agriculture durable, pour l'encadrement et l'animation de l'opération, intégrant :
 - un animateur à temps partiel, suivant les besoins,
 - des moyens de constitution administratifs et techniques,
 - l'analyse cartographique en relation avec celle des massifs forestiers.

Plan de financement (avec partenaires)

- Crédits d'animation spécifiques C.F.T. Haut Chablais
- Participations des propriétaires concernés.

Evaluation - Critères :

- Nombre de secteurs tampons analysés et entretenus,
- Mise en place d'une aide spécifique à l'entretien de ces espaces.
- Evaluation du montant du service apporté par ses espaces.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 2 / 2 : COMMUNICATIONS « FORET » AUPRES DES USAGERS

Référence Axes 3 et 4 de la Charte :

- Redéfinir et clarifier les droits d'usage par massif,
- Aider à mettre en œuvre les moyens techniques et financiers permettant de répondre aux besoins.

Description de l'action :

- Informer sur la forêt : communiquer auprès des usagers et du grand public.
- Expliquer l'entretien et l'exploitation de chaque massif, les métiers de la forêt et du bois, les métiers de la filière bois, avec :
 - intégration de la forêt dans les documents d'information existants,
 - rédaction et diffusion d'une plaquette grand public « métiers de la forêt »,
 - organisation de visites de chantiers de travaux forestiers.

Evolution souhaitée

- Faire passer une information généraliste : forêt de montagne du Haut Chablais,
- Faire passer une information spécifique à certains massifs.

Maître d'ouvrage :

- Commissions locales de gestion forestière

Maître d'œuvre :

- Les professionnels et les offices du tourisme
- Un service forestier en appui technique et en animation

Coût estimatif par action :

- **X€** en complément des fonds mobilisés au titre du Site pilote d'agriculture durable, pour l'encadrement et l'animation de l'opération, intégrant :
 - un animateur à temps partiel, suivant les besoins,
 - des moyens de constitution administratifs et techniques, forestiers.
- **X€** pour l'organisation de manifestations spécifiques,
- **X€** pour la matérialisation d'une information spécifique par massif

Plan de financement (avec partenaires)

- Crédits d'animation spécifiques C.F.T. Haut Chablais
- Participations des structures concernés.

Evaluation - Critères :

- Nombre de manifestations organisées et de personnes touchées,
- Nombre d'éléments d'information mis en place par massif.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 3 / 1 : AMELIORER LE BILAN FINANCIER DE LA GESTION FORESTIERE

Référence Axe 4 de la Charte :

- Aider à mettre en œuvre les moyens techniques et financiers permettant de répondre aux besoins.

Description de l'action :

Agir sur les fiscalités existantes pour alléger les charges supportées par les propriétaires et attribuer des moyens financiers au Comité territorial local.

Evolution souhaitée

Uniformiser à la baisse le taux du foncier non bâti, voire détaxer les forêts n'ayant plus de rôle de production de bois :

- Uniformiser à la baisse les taux du foncier non bâti,
- Mettre en œuvre les exonérations prévues par les lois,
- Revendiquer une part de TDENS afin de reconnaître le lien entre urbanisation - aménagement du territoire - forêt
- Evaluer à l'échelle du territoire la potentialité de la taxe de séjour pour alimenter un fond territorial en dépistant les « vrais faux loueurs ».

Maître d'ouvrage :

- Propriétaires forestiers

Maître d'œuvre :

- Comité territorial de la forêt
- Les services techniques forestiers ONF et COFALP

Coût estimatif :

- Les coûts d'animation et de négociation sont les coûts de l'action A.
- Les coûts d'évaluation sont de **1 500 €**

Plan de financement (avec partenaires)

- Les communes
- Conseil général
- Services fiscaux

Evaluation - Critères :

- Mise en place d'un fond solidarité,
- Montant des exonérations acquises par an,
- Montant du retour de la taxe de séjour et de la TDENS par an.

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 3 / 2 : FAIRE UNE ENQUETE PROSPECTIVE SUR LA FILIERE BOIS AVAL A ECHEANCE DE 10 ANS

Référence Axe 1 de la Charte :

- Intégrer la forêt dans l'aménagement du territoire.

Description de l'action :

Enquêter auprès de la filière aval (scieurs, artisans) afin de mesurer la pérennité à moyen terme.

Evolution souhaitée

Posséder un outil d'aide à la décision

Maître d'ouvrage :

- Comité territorial de la forêt

Maître d'œuvre :

- FIB 74

Coût estimatif :

- 3 500 € pour les coûts de réalisation de l'étude.

Plan de financement (avec partenaires)

- Conseil régional
- FIB 74

Evaluation - Critères :

- Réalisation de l'enquête

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 3 / 3 : PROMOUVOIR LES « PRODUITS » « BOIS DU PAYS »

Référence Axes 1 et 4 de la Charte :

- Intégrer la forêt dans l'aménagement du territoire.
- Aider à mettre en œuvre les moyens techniques et financiers permettant de répondre aux besoins.

Description de l'action :

Regagner des parts de marché du bois local par un travail de filière.

Evolution souhaitée

- Inciter la construction bois dans les projets publics et impliquer les opérateurs pour l'utilisation du bois de pays,
- Développer le lien prescripteurs - scieurs - artisans,
- Développer la technologie du produit bois avec l'aide de spécialistes bois,
- Accompagner l'arrivée de nouvelles normes (Eurocode 5),
- Inciter les propriétaires à adhérer à P.E.F.C.

Maître d'ouvrage :

- Comité territorial de la forêt

Maître d'œuvre :

- Comité territorial de la forêt
- FIB 74
- Les services techniques forestiers ONF et COFALP.

Coût estimatif :

- 2 000 € par an pour les actions de communication,
- 18 000 € par mission d'expertise.

Plan de financement (avec partenaires)

- Les communes
- FIB 74 et Filière bois Rhône Alpes
- Conseil régional
- Leader +

Evaluation - Critères :

- Nombre de bâtiments publics en bois,
- Taux de surface certifiée P.E.F.C. (objectif 70%)

CHARTRE FORESTIERE DU HAUT CHABLAIS

ACTION N° 3 / 4 : DEVELOPPER LA FILIERE BOIS ENERGIE

Référence Axes 1 et 4 de la Charte :

- Intégrer la forêt dans l'aménagement du territoire.
- Aider à mettre en œuvre les moyens techniques et financiers permettant de répondre aux besoins.

Description de l'action :

Créer une filière « Bois - énergie » par l'installation de chaufferies bois, alimentées par des produits forestiers locaux.

Evolution souhaitée

- Quantifier la ressource
- Intégrer la filière bois dans la gestion de l'espace,
- Diversifier les débouchés pour les scieries.

Maître d'ouvrage :

- Communes
- Privés

Maître d'œuvre :

- FIB 74
- Association Energie environnement

Coût estimatif :

- Au cas par cas des investissements en fonction des puissances installées,
- 15 € par MAP pour l'aide à la mobilisation de la ressource

Plan de financement (avec partenaires)

- ADEME
- Conseil général
 - 70 % aux collectivités
 - 30 % aux particuliers
- Conseil régional
- Communes
- FIB 74

Evaluation - Critères :

- Nombre de chaufferies bois installées (objectif de 3 en réseau collectif)

INTERLOCUTEURS - REDACTEURS

Sivom du Haut Chablais

Monsieur Alain HENRY, Président, Maire de Vailly

Mail : secretariat@vailly.mairies74.Org

Mesdames Maryline Chevallet et Sabine Vincenti, Techniciennes

Chef Lieu

74200 REYVROZ

Tel - fax : 04 50 73 87 58

Mail : secretariat@sivom-haut-chablais.org

COFALP - Coopératif forestière des Alpes

Monsieur Jean Luc CHENAL

16 rue d'Hirmentaz

74200 THONON les BAINS

Tel : 04 50 81 78 02

Fax : 04 50 81 78 09

Mail : cofalp.chenal@infonie.fr

ONF - Office national des forêts

Monsieur Rémy FOURNIER

6 Avenue Saint François de Sales

74 200 THONON les BAINS

Tel : 04 50 71 20 35

Fax : 04 50 71 99 16

Mail : remy.fournier@onf.fr

